



Attaques contre le ministre de la Communication

LES MAÎTRES-CHANTEURS À LA MANŒUVRE

Page 2

LE JEUNE

INDÉPENDANT

N° 8269 — SAMEDI 23 AOÛT 2025

GAZA

L'ONU déclare l'état de famine

Page 7

www.jeune-independant.net

direction@jeune-independant.net

Sahara occidental

GHALI ACCUSE LE MAROC DE CRIMES DE GUERRE

Le président sahraoui Brahim Ghali a accusé le Maroc de crimes de guerre au Sahara occidental, dressant un tableau sombre sur la situation des droits de l'homme sur ce territoire occupé depuis 1975. Dans une lettre adressée au secrétaire général des Nations unies, Antonio Guterres, le président de la RASD et secrétaire général du Front Polisario, a souligné que les forces d'occupation marocaines, depuis leur violation du cessez-le-feu le 13 novembre 2020, continuent d'utiliser tous types d'armes, y compris des drones, pour tuer des civils sahraouis.

Page 3



MINERAI DE FER DE GARA DJEBILET

L'Algérie s'appuie sur l'expertise chinoise

Page 4

QUART DE FINALE DU CHAN

Les Verts n'ont plus le droit à l'erreur

Page 9

ESPAGNE

La Palestine s'invite à la Fiesta Major de Gràcia

Page 11

ATTAQUES CONTRE LE MINISTRE DE LA COMMUNICATION

Les maîtres-chanteurs à la manœuvre

Pourquoi les plumitifs de la désinformation et des Fake News s'attaquent-ils aux ministres de la République ? En panne d'idées, ces mercenaires passés maîtres dans l'art de la diffamation tentent au gré des montants des virements de leurs commanditaires de faire monter les enchères. Ce jeu malsain qui entache les responsables et les commis de l'Etat entre dans le cadre d'une tentative de déstabilisation et de surenchère dont les visées s'inscrivent dans le cadre des intérêts de lobbies occultes.



Abdou Semmar, un mercenaire connu sur la place.

Cette fois-ci, c'est le ministre de la Communication qui fait les frais de cette machination machiavélique. Mohamed Meziane, dont le parcours professionnel est irréprochable que ce soit aux Affaires étrangères ou à la communication, fait face à une attaque en règle de la part des mercenaires du Net. Ces derniers font naturellement fi des initiatives prises par le ministre de la Communication pour professionnaliser la profession et mettre au diapason une corporation longtemps laissée pour compte, afin de la hisser au niveau des enjeux et des défis auxquels fait face l'Algérie aujourd'hui. Car, il s'agit bel et bien de défis majeurs qui nécessitent la mobilisation de tous et surtout de la corporation journalistique que le ministre de la Communication entend à consolider à travers des cycles de formation et de colloques tout aussi pratiques que pédagogiques. Les détracteurs «cachés» de Mohamed Meziane ont eu recours au service d'un mercenaire connu sur la place d'Alger, et même de Paris, pour le «charger». Abdou Semmar, puisque

c'est de lui qu'il s'agit, a commis une vidéo où il accuse le ministre purement et simplement d'être un «corrompu» qui aurait fait appel aux services de l'ancien directeur général du Centre international de presse (CIP), récemment relevé de ses fonctions, dans le cadre d'une opération de corruption à niveaux multiples.

Aucune preuve n'est apportée. Aucun fait n'est étayé. Aucune information recoupée. Et pourtant, tel est le B A B A du journalisme d'investigation, dont se prévaut le propriétaire du site Algérie Part. Abdou Semmar semble inviter ses «followers» à le croire sur parole. Lui qui a défrayé la chronique, il y a plusieurs années, lorsqu'il se servait à la table des oligarques supporters des 4ème et surtout du 5e mandat de l'ancien président déchu.

Tout le monde se souvient de la conversation téléphonique entre Abdou Semmar et l'oligarque Mahieddine Tahkout, aujourd'hui en prison, ou du quasi salaire versé mensuellement par l'ancien patron de la Sonatrach Abdelmoumen Ould Kaddour, lui aussi incarcéré, à hauteur de

30.000 euros/mois.

Que dire également d'une conversation téléphonique entre l'épouse d'Abdeslam Bouchouareb, ancien ministre de l'Industrie, condamné par contumace et Abdou Semmar, dans laquelle elle lui a promis de régler tous ses problèmes à condition de retirer un article qu'il avait publié sur le site Maghreb Intelligence. Parce qu'il faut savoir que le patron d'Algérie Part collabore pour le compte du site marocain Maghreb Intelligence sous le pseudonyme d'Ilyes Laribi, un site connu pour son hostilité atavique à l'Algérie. C'est donc d'un mercenaire qu'il s'agit, un agent subversif qui se drape des oripeaux du professionnalisme factice. Ainsi, c'est l'indécence et la voyoucratie qui s'expriment dans tous leurs attributs dans des «live» qui ressemblent à des séances d'hystérie. C'est avec un air renfrogné, un visage rébarbatif, et des cheveux hirsutes qu'il s'adonne à ses délires cet insignifiant bouché à l'émeri.

Cette nullité du journalisme de dimension cosmique qui s'auto-proclame journaliste d'investigation est en fait une personne qui

excelle dans l'invective action. L'attaque gratuite contre le ministre de la Communication, sans preuves ni documents, est réfutée globalement et dans le détail par la lettre adressée à Mohamed Meziane par la seconde personne diffamée, à savoir l'ancien patron du CIP.

Dans ce document daté du 20 août 2025 et signé par Mourad Benradouane, ce dernier écrit : «Monsieur le Ministre, je considère que les attaques dirigées contre vous, comme celle dont j'ai été la cible, ne sont que des manœuvres occultes visant à fragiliser non seulement l'institution que vous dirigez avec rigueur, mais aussi les fondements même de notre nation». Passées maîtres dans l'art de jeter l'opprobre sur les commis de l'Etat, les commanditaires de ces «manœuvres occultes» vont vite en besogne en accusant autrui de corruption. A cette accusation, Mourad Benradouane répond dans sa lettre. «Je confirme avec force et conviction que vous ne m'avez jamais sollicité, ni directement ni indirectement, pour des avantages particuliers, des passe-droits ou toute autre forme de

faveur», écrit l'ancien DG du CIP, avant d'ajouter «de mon côté, je n'ai jamais eu à vous offrir ni cadeaux, ni avantages de quelque nature que ce soit». Explicitant son propos, Mourad Benradouane poursuit dans sa lettre : «à aucun moment, il n'a existé le moindre soupçon de corruption, qu'elle soit passive ou active, dans nos rapports. Bien au contraire, votre rigueur, votre exigence et votre attachement aux principes d'éthique et de transparence ont toujours constitué pour moi un modèle et un cadre de conduite». Ce que Abdou Semmar leflayek omet de relever c'est que la justice algérienne peut à tout moment diligenter des enquêtes concernant les soupçons de corruption des hauts cadres de l'Etat. D'ailleurs, de nombreux responsables ont été sanctionnés pour ce genre de délit et des ministres de la Républiques ont été démis de leurs fonctions. L'agitation qu'il a provoquée, obéit à des calculs malsains de groupes occultes dont l'intérêt premier est de nuire à l'Algérie, à ses institutions et à son peuple.

Ali Abderrahmane

SUSPENSION DE L'ACCORD DE 2013

Alger souligne le caractère mensonger de l'assertion française

LE MINISTÈRE français de l'Europe et des Affaires étrangères a procédé, le 19 août courant, à la publication d'un avis dans le journal officiel de la République française portant sur la suspension de l'Accord algéro-français de 2013 relatif à l'exemption de visas pour les détenteurs de passeports diplomatiques et de service. Cet avis attribue à la partie algérienne la responsabilité de la suspension dudit Accord, en indiquant que l'Algérie a cessé de l'appliquer à compter du 11 mai 2025. Approchée à ce sujet, une source du ministère algérien des Affaires étrangères a

souligné à l'APS le caractère mensonger de l'assertion française.

En effet, notre source a précisé que les restrictions à l'accès au territoire français, imposées aux titulaires de passeports diplomatiques et de service algériens, ont été annoncées par la partie française elle-même dès le mois de février dernier. Ces mesures ont, en leur temps, été dénoncées par la partie algérienne à travers un communiqué officiel du ministère des Affaires étrangères daté du 26 février 2025. A cet égard, la source du ministère a rappelé que c'est bien le 13 février 2025

qu'un premier titulaire de passeport diplomatique algérien a été interdit d'accès au territoire français. Ce précédent a été suivi d'un second cas intervenu, quant à lui, le 26 février 2025. Comme l'indiquait alors le communiqué du ministère algérien des Affaires étrangères, ces deux cas ont fait l'objet de demandes officielles d'explication adressées aux autorités françaises. Notre source a ajouté qu'en cette affaire, la mauvaise foi de la partie française est manifeste. C'est elle qui assume la responsabilité des premières violations flagrantes de l'Accord en question.

La réaction algérienne ne relevait, quant à elle, que de l'application de mesures équivalentes s'inscrivant dans le cadre de la stricte mise en œuvre du principe de réciprocité.

La source du ministère des Affaires étrangères a conclu en affirmant que pour la partie algérienne, ce dossier est définitivement clos après la notification, le 7 août dernier, de la dénonciation par l'Algérie de l'Accord algéro-français de 2013 relatif à l'exemption de visas pour les détenteurs de passeports diplomatiques et de service.

S. N.

SAHARA OCCIDENTAL

Le Maroc accusé de crimes de guerre

Le président sahraoui Brahim Ghali a accusé le Maroc de crimes de guerre au Sahara occidental, dressant un tableau sombre sur la situation des droits de l'homme sur ce territoire occupé depuis 1975.

Dans une lettre adressée au secrétaire général des Nations unies, Antonio Guterres, le président de la RASD et secrétaire général du Front Polisario, a souligné que les forces d'occupation marocaines, depuis leur violation du cessez-le-feu le 13 novembre 2020, continuent d'utiliser tous types d'armes, y compris des drones, pour tuer des civils sahraouis. «Le ciblage délibéré de civils et d'objets civils constitue un crime de guerre selon le Statut de la Cour pénale internationale (CPI) et une violation des règles du droit international humanitaire», a indiqué M. Ghali. Dans son message pour informer le SG de l'ONU sur la situation au Sahara occidental, le président sahraoui a affirmé que l'occupation marocaine «continue d'imposer un siège militaire et un black-out médiatique complet sur le territoire, empêchant les organes des Nations unies et leurs rapporteurs, les organisations non gouvernementales, les médias internationaux et les observateurs d'y entrer, dans le but de dissimuler ses crimes odieux contre les civils sahraouis». Abordant la question des droits de l'homme, Brahim Ghali a souligné que «l'occupation militaire illégale et continue du Sahara occidental par le Maroc constitue toujours la violation la plus grave



Le Makhzen démasqué.

du droit du peuple sahraoui à l'autodétermination, qui a conduit à des violations systématiques et flagrantes des droits politiques, économiques, sociaux et culturels du peuple sahraoui». Ces violations, a-t-il poursuivi, «ont été documentées et condamnées par de nombreuses organisations internationales et africaines, ainsi que par divers organismes des Nations unies». En outre, le président sahraoui a alerté sur le fait que les prisonniers politiques sahraouis, au premier rang desquels le groupe de

Gdeim Izik, «continuent de vivre dans des conditions tragiques dans les prisons de l'occupant marocain, où ils sont quotidiennement soumis à des pratiques dégradantes et punitives, notamment la privation de soins et de traitements médicaux, l'isolement et l'interdiction de correspondance». Face à ce sinistre constat, le président sahraoui a appelé le secrétaire général de l'ONU à «prendre toutes les mesures nécessaires pour garantir la libération immédiate et inconditionnelle de tous les

prisonniers politiques sahraouis afin qu'ils puissent retourner dans leur pays et retrouver leurs familles». Il a ajouté que les autorités d'occupation marocaines «continuent de mener une politique de la terre brûlée avec l'objectif déclaré de déraciner les Sahraouis de leurs foyers et de leurs terres dans le cadre d'une politique systématique de colonialisme, en plus d'une politique d'appauvrissement, de privation, d'exclusion et de discrimination raciale contre les Sahraouis, et le pillage des richesses sahraouies en collusion avec des parties étrangères, en violation flagrante du droit du peuple sahraoui à la souveraineté permanente sur ses ressources naturelles». Revenant sur le processus de règlement politique, le président sahraoui a déclaré que le plan ONU-Union africaine «est le seul cadre convenu pour la décolonisation du Sahara occidental», rappelant le caractère international de la question sahraouie, qui constitue une question de décolonisation inscrite à l'ordre du jour de l'Assemblée générale de l'ONU et de ses organes subsidiaires. Il a réaffirmé que le plan de règlement conjoint ONU-UA, accepté en 1988 par les deux parties, le Front Polisario et le Maroc, et approuvé à l'unanimité par le Conseil de sécurité onusien

est «le seul accord mutuellement convenu qui soit pratique et raisonnable pour parvenir à une solution pacifique, juste et durable mettant fin à la colonisation au Sahara occidental». Dans le même message, le président de la RASD, Brahim Ghali, a exigé que les Nations unies «assument leurs responsabilités morale et juridique envers le peuple sahraoui, ce qui nécessite la mise en place d'un mécanisme indépendant et permanent pour protéger les droits fondamentaux du peuple sahraoui et fournir des rapports de terrain réguliers sur la situation dans le territoire aux organes compétents des Nations unies, et l'élargissement du mandat de la Mission des Nations unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental (MINURSO) pour y inclure les droits de l'homme». Enfin, s'agissant du processus de paix, le président sahraoui a réitéré la pleine disponibilité du Front Polisario à entamer «des négociations directes, sérieuses, crédibles et de bonne foi, sans conditions préalables, avec le Maroc, dans le but de parvenir à une solution pacifique, juste et durable pour mettre fin à la colonisation du Sahara occidental, conformément aux décisions des Nations unies et de l'Union africaine et aux principes pertinents du droit international».

Hachemi B.

YOUCEF AOUCHICHE A BEJAIA

Le FFS fera face aux tentatives de déstabilisation du pays

INTERVENANT à l'occasion d'une conférence d'évaluation à l'occasion du 69e anniversaire de la tenue du Congrès de la Soummam, le premier secrétaire national du Front des forces socialistes (FFS), Youcef Aouchiche, est revenu sur plusieurs points d'actualité nationale et internationale, dont la situation politique et la situation socio-économique du pays, les enjeux géopolitiques actuels, ainsi que les principes et le combat du parti, entre autres. Il a, d'emblée, rappelé les constantes du parti, qui est l'avant-garde des luttes démocratiques et sociales, lors d'une conférence qu'il a animée, mercredi dernier, à la salle des spectacles Youcef Abdjaoui de Sidi-Aïch. Il a affirmé à ce propos : «Nous sommes un parti patriotique nationaliste qui tire ses origines et son essence du mouvement nationaliste et de la plateforme de la Soummam.» Et d'ajouter : «Les militants du FFS sont une digue et un rempart, et nous ferons face à toutes les tentatives de déstabilisation du pays et tous les extrémismes quelle que soit leur origine.» Aouchiche dira ensuite : «Nous comptons poursuivre le combat de nos aînés pour la consécration des principes d'un Etat de droit, de liberté et de démocratie, et nous sommes ici pour commémorer ces deux dates majeures : la tenue du Congrès de la Soummam et l'attaque du Nord-Constantinois et pour dire que

nous sommes fidèles aux hommes et aux femmes qui ont tracé le chemin de l'indépendance.» Pour lui, «ce sont là deux événements fondateurs de notre histoire contemporaine portée par le courage d'un peuple qui a choisi de briser les chaînes du colonialisme et s'élever vers la liberté et la construction d'un Etat démocratique». Et de renchérir en disant qu'elles sont deux dates historiques qui guident le FFS et tous les citoyens épris de justice et de liberté, un repère incontestable qui «guide notre lutte pour l'avènement d'un Etat pluriel, démocratique et sociale rêvé par nos martyrs et par le pacte de sang de

Novembre et du Congrès de la Soummam». Youcef Aouchiche poursuit en expliquant, devant une salle acquise, que «le Congrès de la Soummam fut plus qu'une simple organisation de la lutte armée. C'est un projet national rassembleur qui a ouvert la voie à des idées pour la construction d'un Etat moderne et démocratique et la souveraineté nationale». Parlant de la situation géopolitique actuelle, le chef de file du FFS dira : «Nous sommes dans un monde marqué par des enjeux majeurs qui se répercutent dangereusement sur notre région, sur notre pays et sur notre sécurité nationale.»

Il a appelé les forces patriotiques attachées à l'unité nationale, à l'indépendance et aux valeurs républicaines à œuvrer collectivement, avec responsabilité et à s'élever à la hauteur de ces enjeux qui s'imposent». Sur le plan politique, Aouchiche estime que «nous avons besoin d'une volonté politique pour restaurer la confiance, raviver l'espérance et ouvrir de nouveaux horizons au peuple, avertissant que la négation ne conduit que vers l'impasse et le recyclage des échecs». Il a rappelé les initiatives politiques menées par le parti afin, dit-il, de «créer l'espoir et œuvrer au changement qui se construit pas à pas».

N. Bensalem

CHUTE D'UN BUS À OUED EL HARRACH

Condoléances du ministre espagnol des affaires étrangères

LE MINISTRE espagnol des affaires étrangères, José Manuel Albares, a présenté, ce jeudi 21 août, ses condoléances aux autorités et au peuple algériens ainsi qu'aux familles des victimes, suite au tragique accident de bus survenu vendredi dernier à Oued El

Harrach qui a fait 18 morts et 9 blessés. «L'Espagne a appris avec une profonde tristesse la nouvelle du tragique accident d'autobus qui s'est produit ce vendredi (15 août) dans le quartier d'El Harrach à Alger et qui a causé de nombreuses victimes et de blessés», a écrit

le chef de la diplomatie espagnole dans un message transmis à son homologue algérien Ahmed Attaf. «En ces moments de consternation, je souhaite transmettre nos plus sincères et profondes condoléances aux familles des victimes, au peuple algérien et

aux autorités algériennes, de même que nous souhaitons un prompt rétablissement aux blessés», a affirmé M. Albares. «Je profite de cette occasion pour vous réitérer le témoignage de ma plus haute considération», a-t-il souligné.

M. B.

TRAITEMENT DU MINERAI DE FER DE GARA DJEBILET

L'Algérie s'appuie sur l'expertise chinoise

L'Algérie veut donner un coup d'accélérateur au développement de la mine de fer de Gara Djebilet. Le pays veut surtout s'appuyer sur l'expertise chinoise de la société China Metallurgical Group Corporation (MCC), qui a réitéré son intérêt à investir dans ce projet stratégique. Un groupe de travail technique algéro-chinois devrait être formé à cet effet.

Le mégaprojet de la mine de fer de Gara Djebilet devrait entrer en phase opérationnelle avec l'introduction du savoir-faire de la société chinoise China Metallurgical Group Corporation (MCC). Ce partenariat annoncé devrait permettre de relever les défis auxquels fait face le développement de ce projet, relatifs principalement à la réduction du taux de phosphore car, notons-le, la teneur élevée en phosphore du minerai le rend difficilement utilisable sans traitement préalable.

Reçue avant-hier par le président-directeur général (P-DG) du Groupe Sonarem, une délégation de la société, conduite par le directeur général de MCC International, Jia Ningchuan, a renouvelé son intérêt à investir dans le projet, exprimant sa disposition à établir une feuille de route pour lancer les essais préliminaires et former un groupe de travail technique conjoint, l'objectif étant de contribuer à accélérer la concrétisation du projet stratégique de Gara Djebilet et à promouvoir le développement du secteur minier localement.

Le P-DG du Groupe Sonarem, Belkacem Soltani, qui a reçu cette importante délégation au



Nouveau coup d'accélérateur.

siège du groupe, en présence du directeur général de l'entreprise nationale de fer et d'acier Feral, Réda Belhadj, a souligné l'importance du recours aux méthodes modernes pour réduire le taux de phosphore et accélérer la réalisation des essais techniques localement, à travers la création de groupes de travail conjoints algéro-chinois, à même d'accélérer la cadence de réalisation du projet. Il a également mis en avant les importantes potentialités minières dont regorge l'Al-

gérie, lui permettant de répondre aux besoins des usines nationales de fer et d'acier et de s'orienter vers l'exportation à l'avenir.

Lors de cette rencontre, les deux parties ont évoqué les moyens de coopération dans le projet de développement des gisements de minerai de fer de Gara Djebilet, dans la wilaya de Tindouf, notamment en ce qui concerne le traitement du minerai de fer et la réduction du taux de phosphore. Une grande importance est accordée par les pouvoirs publics au

développement de la mine de fer de Gara Djebilet, considérée comme l'un des leviers majeurs de la transformation économique de l'Algérie. Ce site gigantesque, qui recèle plus de 3,5 milliards de tonnes de minerai de fer, incarne pleinement l'ambition nationale de diversifier les ressources, de renforcer la souveraineté économique et de doter l'Algérie d'une filière sidérurgique compétitive et intégrée, capable de répondre à la fois aux besoins internes et aux exigences des marchés

extérieurs. Pour rappel, la première pierre du projet de réalisation d'une usine de traitement primaire du minerai de fer extrait de la mine de Gara Djebilet a été posée par le président de la République, à la fin de novembre 2023. Il convient de noter que la réalisation de l'usine de traitement primaire du minerai de fer extrait de la mine de Gara Djebilet représente le plus grand investissement minier en Algérie depuis l'indépendance.

L. A. A.

ARKAB À TIN-FOUYÉ-TABENKORT

Plusieurs infrastructures inaugurées

DE NOMBREUX projets et installations ont été inaugurés au niveau de la zone de production des hydrocarbures à Tin-Fouyé-Tabenkort (TFT), à Illizi, par le ministre d'Etat, ministre de l'Energie, des Mines et des Energies renouvelables, Mohamed Arkab, a indiqué le ministère dans un communiqué.

Arkab était à la tête d'une importante délégation, composée de cadres de Sonatrach et du secrétaire général de la Fédération nationale des travailleurs du pétrole, du gaz et de la chimie (FNTPGC). A l'occasion d'une visite de travail et d'inspection dans la wilaya, mercredi, il a procédé à la mise en service de plusieurs projets relevant de son secteur, dont une base de vie au profit des travailleurs de la Direction régionale d'In Amenas, relevant de l'activité du Transport par pipeline, avec une capacité d'accueil de 126 travailleurs. Cette infrastructure inclut des chambres, une cantine, des espaces de loisir et d'autres structures réalisées aux normes en vigueur, pour assurer confort et bien-être aux travailleurs et améliorer leurs conditions.

La délégation a visité la Direction régionale du Département de Production TFT, relevant de l'activité d'exploration et de production, où elle a écouté un exposé technique exhaustif sur la gestion et le développement des zones, ainsi que sur le déroulement des opérations de production au champ de TFT, qui constitue l'un des axes stratégiques du système de production nationale des hydrocarbures.

Le champ compte 23 centres de séparation, quatre centres de stockage et d'expédition, une unité de traitement des gaz associés, une centrale électrique, deux centres de production et d'injection d'eaux, ainsi que des structures vitales, avec une capacité de production de 54 000 barils/jour de pétrole brut, et 5,2 millions de mètres cubes de gaz associé, dont 2,4 millions de mètres cubes/jour de gaz destiné à l'exportation. Dans ce cadre, la société Naftal a présenté un exposé sur l'activité de distribution du carburant dans la wilaya d'Illizi, à travers cinq stations de services et deux centres aviation, en sus du gasoil, de l'essence sans plomb et du Sirgaz, ce qui permet de répondre à la demande croissante sur les produits pétroliers dans la wilaya d'Illizi, a signalé le ministère. La délégation a, également, inspecté

l'unité de traitement des gaz associés au champ de TFT, qui fait l'objet d'une maintenance périodique tous les trois ans, afin d'accroître sa disponibilité opérationnelle, avec une capacité de traitement de gaz estimée à 4,4 millions de mètres cubes par jour. La délégation s'est ensuite rendue au champ de développement gazier d'Ain T'sila, dans le bassin d'Illizi, où elle a reçu des explications techniques détaillées sur le complexe de traitement de gaz. A cette occasion, le ministre a procédé à l'inauguration du complexe de traitement gazier, comprenant deux chaînes d'une capacité de traitement totale de 12 millions de mètres cubes par jour de gaz, 1 800 tonnes par jour de condensats, 1 600 tonnes par jour de gaz de pétrole liquéfié (GPL), ainsi qu'une unité de production d'électricité d'une capacité de 125 mégawatts et 355

km de gazoducs. Une nouvelle base de vie à Ain T'sila a été aussi inaugurée avec une capacité d'accueil de 220 travailleurs, réalisée par la Société nationale de génie civil et bâtiment (GCB).

Le ministre a également inauguré un aéroport à TFT, a fait savoir le ministère, affirmant qu'il représente un jalon supplémentaire dans l'infrastructure énergétique et logistique de la région. Cette installation a été conçue selon des normes modernes pour offrir les meilleures conditions d'accueil et d'orientation et des services de qualité aux voyageurs, en garantissant un environnement de travail confortable et sûr, de même qu'elle contribuera à améliorer la mobilité des travailleurs, des opérateurs et des partenaires, ainsi qu'à renforcer le développement local, a-t-on précisé.

S. N.

PARTENARIAT AVEC LA BNH ET ALGÉRIE POSTE

L'AADL se met à l'e-paiement

LE PAYSAGE des services publics en Algérie poursuit sa transformation numérique. Une avancée notable dans le domaine du paiement électronique a été franchie avec la signature d'une convention-cadre entre l'Agence nationale de l'amélioration et du développement du logement (AADL), Algérie Poste et la Banque nationale de l'habitat (BNH). C'est ce qu'a indiqué, jeudi, un communiqué de l'Agence. Suite à ce partenariat, les bénéficiaires des programmes AADL 1 et AADL 2 disposent désormais d'un moyen électronique pour s'acquitter de leurs mensualités, toujours selon la même source. Ils pourront, ainsi, effectuer leurs règlements directement via l'application «BaridiMob», un

service mobile développé par Algérie Poste déjà largement adopté par des milliers d'Algériens. Mais l'accord ne s'arrête pas là. Il prépare également le terrain pour le lancement du programme AADL 3. «Les souscripteurs de cette nouvelle formule pourront, eux aussi, s'appuyer sur l'application BaridiMob pour effectuer leurs premiers versements», est-il relevé dans le même texte. Cette initiative s'inscrit «pleinement dans la feuille de route du gouvernement, qui vise à généraliser le paiement électronique et numériser l'ensemble des services publics destinés aux besoins quotidiens des citoyens», a souligné l'AADL.

Khalil A.

RÉSEAUX D'ASSAINISSEMENT

Opération nationale de nettoyage

Face aux aléas climatiques de plus en plus imprévisibles, l'Office national de l'assainissement (ONA) a entamé cette semaine une campagne nationale de nettoyage et de curage des réseaux d'assainissement, destinée à anticiper les risques d'inondation liés aux pluies saisonnières et à protéger la sécurité des citoyens. C'est ce qu'a indiqué un communiqué de l'office.



Anticiper les risques d'inondation.

L'ONA a affirmé que la campagne concerne 1 169 communes à travers le territoire national. Il a précisé, jeudi dernier, que les travaux ont mobilisé 293 centres d'assainissement, chargés de la surveillance et de l'entretien d'un réseau de canalisations d'une longueur totale de 70 625 kilomètres, couvrant ainsi la majorité des zones urbaines et périurbaines.

Cette initiative intervient dans un contexte où les épisodes pluvieux intenses deviennent de plus en plus fréquents, mettant à l'épreuve les infrastructures et exposant certaines régions à de graves inondations, surtout pendant la période de la fin de l'été où, par le passé, des orages fulgurants ont déjà causé de nombreux dégâts et endeuillé de nombreuses familles.

Les opérations se déroulent dans les quartiers les plus sensibles, le long des axes routiers et au niveau des points identifiés comme les plus exposés aux débordements, et ce dans l'objectif de prévenir les dégâts matériels et les risques sanitaires qui peuvent découler des fortes pluies. Les équipes de l'ONA travaillent à un rythme soutenu, réalisant des interventions ciblées pour assurer la fluidité des eaux pluviales et réduire le risque de stagnation ou d'inondation. Les actions entreprises par l'ONA couvrent plusieurs volets essentiels. Les équipes procèdent au nettoyage et au curage des réseaux d'assainissement afin

de maintenir les conduites opérationnelles et d'éviter l'accumulation de déchets. Elles assurent également la désobstruction des avaloirs et des canaux de ruissellement, indispensables pour l'évacuation rapide des eaux de pluie. Le curage des chambres d'inspection et le traitement des points noirs, zones où les obstructions sont fréquentes, constituent un autre aspect central des opérations, permettant de réduire significativement les risques d'inondation. Enfin, le nettoyage des oueds et des bassins de rétention, réalisé en coordination avec les autorités locales et les services environnementaux, complète l'ensemble des interventions préventives mises en œuvre par l'office pour protéger les populations riveraines et garantir le bon écoulement des eaux.

L'ensemble de ces opérations est planifié en coordination avec les communes, les autorités locales et les services de secours, dans le cadre d'une approche intégrée de gestion des risques urbains et hydrauliques. L'ONA a également mis en place un dispositif d'intervention d'urgence, activé dès les premières pluies pour garantir une réponse rapide et efficace. Les équipes d'intervention restent en alerte maximale, prêtes à intervenir pour débloquer les zones critiques et protéger la population. Cette approche proactive vise à limiter les dégâts matériels et les perturbations dans les zones

urbaines fortement peuplées. Au-delà de ses interventions techniques, l'ONA insiste sur la responsabilité citoyenne. Les habitants sont invités à ne pas jeter de déchets dans les canalisations et les réseaux d'assainissement, car ces comportements peuvent entraîner des obstructions, accentuer les risques d'inondation et compliquer le travail des équipes techniques. Le respect de ces consignes, associé à la coopération avec les autorités locales, contribue à la protection de l'environnement et à la prévention des risques sanitaires.

Il convient de rappeler que le pays a régulièrement été confronté à des inondations, particulièrement pendant les saisons automnale et hivernale, mais également durant la fin de l'été où les orages ont causé des dégâts importants et fauché de nombreuses vies. Ces phénomènes sont souvent aggravés par l'urbanisation anarchique, la défaillance des réseaux d'assainissement et l'encombrement des lits d'oued par des déchets. Selon les rapports officiels, environ 689 sites à risque ont été identifiés à travers le pays. Les précédentes saisons ont démontré que des campagnes de prévention efficaces, associées à une participation citoyenne active, peuvent considérablement réduire l'impact des inondations mais surtout sauver des vies.

Sihem Bounabi

MÉDÉA

Des mesures contre les risques d'inondation

EN PRÉVISION de l'approche de la saison des pluies et des risques d'inondation, des mesures de protection contre les crues des agglomérations ont été prises, notamment le recensement des points noirs et le curage des oueds. Une vaste opération de nettoyage des lits et des berges des oueds ainsi que des réseaux d'évacuation des eaux pluviales a été déclenchée la semaine dernière à travers les communes menacées d'inondation, dont celle de Beni-Slimane. Cette dernière a bénéficié d'une enveloppe de 30 milliards de centimes représentant une première tranche financière pour la réalisation d'un important projet de protection de la ville consistant en la construction d'un mur de protection et en l'élargissement de l'oued traversant

'agglomération dont les crues ont déjà causé des pertes humaines et des dégâts matériels. C'est ce qu'a indiqué un communiqué de la wilaya.

Le wali Djillali Doumi a donné instruction aux membres de la commission de wilaya comprenant les services concernés afin de lancer les travaux de nettoyage des oueds et chaabates et d'éradiquer les points noirs afin d'éviter la survenue de tout risque d'inondation, est-il ajouté de même source.

Pour ce faire, il est requis «la mobilisation des moyens financiers et humains pour assurer le succès de l'opération afin de supprimer tous les points noirs potentiels, de procéder aux travaux de curage des canalisations d'évacuation des eaux

pluviales», selon les précisions énoncées dans le même document.

Le succès de l'opération est subordonné à une meilleure «coordination des efforts entre les différents intervenants dans les actions conjointes en fédérant les moyens des communes dans la lutte contre les risques d'inondation». Car, de nombreux débordements d'oueds, en crue ayant engendré des inondations de zones urbaines, ont été recensés au cours de ces dernières années, notamment dans les communes de Béni-Slimane et de Moudjebeur où des dégâts importants ont été relevés. La problématique relative aux points noirs ayant fait l'objet d'une réunion de coordination au cours de laquelle des instructions ont été données en vue d'élever

le niveau de vigilance et d'anticipation par le renforcement des moyens logistiques devant être mobilisés lors de la survenue des catastrophes naturelles, a fait savoir le communiqué de la wilaya.

On rappelle qu'une cartographie des points noirs a été élaborée par la cellule de vigilance de la wilaya, recensant plusieurs agglomérations exposées au risque d'inondation dont Béni-Slimane, Berrouaghia, Aïn Boucif, Zoubiria, Cheniguel, Mezghenna et Mihoub. Ces communes ont connu des situations de montée des eaux lors des intempéries qui ont eu lieu durant ces dernières années où des quartiers entiers ont été envahis par les eaux de pluie.

Nabil B.

FEUX DE FORÊTS

Baisse relative des superficies détruites

LES SUPERFICIES détruites par les incendies de forêts ont connu une baisse relative cette année par rapport à 2024, selon les données rendues publiques jeudi par la Direction générale des forêts (DGF). Jusqu'au 20 août, les feux ont ravagé 2 296,71 hectares, contre 2 879,70 hectares à la même période de l'année dernière. Cette diminution, souligne la DGF, reflète l'efficacité des mesures de prévention et de protection adoptées dans le cadre de la campagne nationale de lutte contre les incendies. Les pouvoirs publics ont mis en place une nouvelle stratégie articulée autour de deux axes : l'anticipation et la participation. Outre la coordination avec les différents intervenants et l'implication de la société civile, cette stratégie s'appuie sur le renforcement du dispositif législatif, avec un durcissement des sanctions contre les auteurs d'incendies, ainsi que sur l'acquisition de moyens supplémentaires, notamment des avions et des drones de surveillance. Malgré ce recul, la vigilance reste de mise. Les 17, 18 et 19 août, marqués par une forte canicule et des vents violents, ont été particulièrement difficiles. Pas moins de 39 incendies ont été enregistrés en trois jours, détruisant 2 338,84 hectares de végétation. La wilaya de Tizi Ouzou a été la plus touchée avec 12 incendies ravageant 930 hectares, suivie de Béjaïa (939 ha), Jijel (1 750 ha) et Skikda (1 325 ha) Dans le même esprit, le ministère de l'Intérieur a lancé une campagne nationale de sensibilisation sous le slogan «Notre été, rassemblement et sécurité». Face à l'afflux des citoyens vers les espaces naturels en cette période estivale, le département appelle à la vigilance et au respect strict des consignes de prévention, rappelant qu'une simple étincelle peut suffire à déclencher un incendie aux conséquences dramatiques. Le communiqué du ministère invite les citoyens à coopérer avec les autorités locales pour protéger les forêts et les récoltes, et rappelle que tout cas suspect ou situation d'urgence doit être signalé immédiatement via les numéros verts 10-21 et 10-70. Si le recul constaté constitue un signe encourageant, les autorités appellent à maintenir cet élan en renforçant la prévention et en consolidant la mobilisation citoyenne. Car au-delà des moyens humains et matériels déployés, c'est avant tout la vigilance collective qui demeure le meilleur rempart contre les incendies de forêts.

RECRUTEMENT D'ENSEIGNANTS CONTRACTUELS

Ouverture de la plate-forme numérique lundi

Le ministère de l'Education nationale a annoncé l'ouverture de la plate-forme numérique destinée au recrutement d'enseignants contractuels, au titre de l'année scolaire 2025/2026, dans les trois paliers de l'enseignement primaire, moyen et secondaire. Le recrutement concerne les détenteurs de diplômes universitaires, toutes filières confondues, en attendant le concours national prévu au mois de décembre 2025.

Les inscriptions s'effectueront exclusivement en ligne, via la plate-forme numérique, du 25 août à midi jusqu'au 31 août à minuit. La tutelle mettra en service à partir de ce lundi cette plate-forme numérique pour faciliter le dépôt de leurs dossiers de candidature à distance sans avoir à se déplacer aux académies.

Les candidats devront déposer leurs dossiers comprenant une copie du diplôme dans la spécialité requise, une copie de la carte de résidence ainsi qu'un justificatif de situation vis-à-vis du service national, valable à la date d'installation.

A partir du 4 septembre, les postulants recevront les résultats de la première sélection à travers leurs comptes personnels. Les candidats retenus, dans la limite des postes disponibles, devront ensuite choisir leurs établissements scolaires entre le 4 et le 6 septembre. La liste des affectations définitives sera publiée le 9 septembre sur la même plate-forme.

Les enseignants admis devront rejoindre leurs établissements d'affectation dès le 14 septembre pour signer leur procès-verbal d'installation. Tout candidat qui ne se présentera pas avant le 16 septembre sera considéré comme démissionnaire et son poste sera attribué au suivant dans le classement.

Par ailleurs, la tutelle a publié une liste détaillée des diplômes requis pour le recrutement dans certaines catégories, consultable sur le site officiel du ministère de l'Education. Le département de Mohamed Seghir Saâdaoui a insisté sur le principe de spécialisation : chaque matière sera confiée à des titulaires du diplôme correspondant. En cas d'absence de profils exacts, le choix se portera sur le diplôme le plus proche.

Le postulant pour les cycles primaire et moyen doit être titulaire d'une licence dans l'enseignement supérieur ou d'un diplôme



Les inscriptions exclusivement en ligne.

reconnu équivalent. S'agissant du candidat pour le cycle secondaire, l'acceptation des candidatures ne concerne que les titulaires de diplômes de master diplôme d'ingénieur dans la spécialité d'enseignement, ou d'un diplôme reconnu équivalent.

Ce processus intervient, faut-il le noter, après la vérification des besoins des établissements éducatifs, la finalisation des nominations des enseignants participant au mouvement de transfert ainsi que la sélection des candidats ayant réussi les examens professionnels et les programmes de formation des diplômés des Ecoles supérieures pour enseignants.

Il convient de souligner que l'insuffisance d'enseignants persiste cette année encore, ce qui a poussé le ministère de tutelle à

recourir cette année au recrutement des contractuels. L'opération, qui vise à couvrir les besoins en encadrement exprimés dans les trois paliers (primaire, moyen et secondaire), concerne les détenteurs de diplômes universitaires, toutes filières confondues.

Après l'étape de l'inscription, le ministère de l'Education nationale procédera, après étude des dossiers déposés sur la plate-forme, à la publication de la liste des candidats préalablement admis avec la mention « Accepté ».

L'accès au poste convoité se fera selon des critères fixés préalablement par le ministère, à savoir l'ancienneté du diplôme, l'expérience dans l'enseignement, le mérite, la conformité des diplômes avec le poste à

pourvoir et enfin la proximité avec le lieu de travail. Notons que cette mention signifie que le dossier numérique du postulant est éligible à occuper un poste d'enseignant et, de ce fait, est sélectionné pour accéder à la liste du classement par ordre de mérite. A cet effet, des directives sont données aux directions de l'éducation des wilayas pour contrôler et vérifier l'authenticité des documents fournis par les candidats concernés.

Cette opération de recrutement, selon le ministère de l'Education, obéira aussi à une autre condition. Il s'agit du nombre de postes disponibles et des besoins exprimés par les différentes directions de l'éducation nationale.

Lynda Louifi

TRANSPORT UNIVERSITAIRE

Priorité à la sécurité des étudiants

LE MINISTRE des Transports, Saïd Sayoud, a souligné, avant-hier, la nécessité impérieuse de maintenir la disponibilité du transport universitaire et le renouvellement de la flotte affectée à ce service, dans l'optique de garantir « une prise en charge optimale des étudiants lors de la rentrée universitaire 2025-2026 ». C'est ce qu'a indiqué un communiqué du ministère.

En visite à l'entreprise El Djamiaya Linakl Ouâ El Khadamet (DNK), M. Sayoud s'est enquis de l'état du par cet de l'atelier de maintenance. Il a rappelé que « la sécurité des étudiants commence par la

disponibilité des bus, une maintenance préventive et périodique, et un contrôle régulier pour remédier à toutes les insuffisances dans les meilleurs délais ».

Le ministre a également exhorté à « sensibiliser les travailleurs à leurs devoirs et à assurer une mobilisation permanente au service des étudiants ».

À l'issue de sa visite, M. Sayoud a présidé une réunion avec les cadres du secteur et les responsables de l'entreprise. Le directeur général de la DNK y a affirmé que « les opérations de maintenance ont été effectuées rapidement, avec la prise de toutes les mesures techniques nécessaires

pour la réparation des pannes, d'où la pleine disponibilité de la flotte en vue de la prochaine rentrée universitaire ».

De son côté, le ministre a souligné « la nécessité d'assumer la responsabilité pour propulser l'entreprise, à travers une gestion professionnelle, la rationalisation des dépenses et la diversification des sources de revenus ». Il a mis l'accent sur l'importance « d'organiser le travail, de définir les responsabilités, d'appuyer et de renouveler la flotte, suivant un plan étudié ».

Sayoud a, dans ce sens, ordonné la mise en place d'une commission interne char-

gée de « procéder à un inventaire global du matériel et à évaluer son état, dans le but de mettre en place un plan pratique pour renouveler la flotte et retirer les bus hors d'usage », en soumettant des rapports détaillés dans les délais fixés.

Clôurant la rencontre, le ministre a réaffirmé « son accompagnement et son soutien constant à la DNK », rappelant que « le personnel d'exécution constitue le maillon fort en vue de sa relance ». Il a enfin appelé les travailleurs « à davantage de discipline et de sérieux, afin de se mettre au diapason des mutations effrénées au service des étudiants ». **S. N.**

TASKARIOUT/ BÉJAÏA

Plus de 800 foyers raccordés au gaz naturel

CE SONT 827 FAMILLES, relevant de la commune de Taskariout, qui ont été raccordées au réseau de distribution de gaz naturel à l'occasion de la commémoration du 69e anniversaire de la tenue du Congrès de la Soummam, dans la wilaya Béjaïa.

Il s'agit, cette fois-ci, des habitants du chef-lieu de la localité d'Arrechah, en attendant les autres villages avec la fin des autres programmes en cours de réalisation et qui toucheront entre autres, Aït M'barek et ses envi-

rons. Le taux de pénétration en gaz de ville dans la commune de Taskariout a nettement évolué, atteignant actuellement les 80%. A Barbacha, 100 foyers ont été alimentés en eau potable après la mise en service d'un réservoir et d'un réseau AEP, au grand bonheur des habitants qui s'approvisionnaient depuis de longues années au moyen d'un camion-citerne. Par ailleurs, un hommage a été rendu, à l'occasion de la journée du Moudjahid à plusieurs moudjahidine, dont

Hadj Saïdani Akli, âgé actuellement de plus de 102 ans, illustre figure de la lutte pour la Libération nationale, connu aussi pour son parcours exemplaire et son engagement pour l'indépendance de l'Algérie.

La cérémonie a été une occasion pour «évoquer l'histoire, les sacrifices consentis dans la région et rappeler son engagement au cours de la guerre de Libération nationale. Notons qu'une conférence a, également, été animée par le coordinateur national de la commission

nationale de la mémoire près de la présidence de la République, Dr Lahcen Zéghidi, sous le thème : «La mémoire des immortels ».

Dr Zéghidi est revenu sur les principes fédérateurs du Congrès de la Soummam. Pour lui, «le Congrès de la Soummam a unifié les rangs des moudjahidine et dissipé les clivages idéologiques et régionaux et conduit à la victoire contre le colonialisme et le recouvrement de l'indépendance ».

N. Bensalem

GAZA

L'ONU déclare officiellement l'état de famine

« Nous ne pouvons pas laisser cette situation perdurer en toute impunité », a alerté le secrétaire général de l'ONU, alors que selon l'organisation intergouvernementale, plus d'un demi-million de Gazaouis sont confrontés à des conditions « catastrophiques ».

L'ONU a officiellement déclaré, vendredi 22 août, l'état de famine à Gaza, la première à toucher le Moyen-Orient, après que ses experts ont estimé que 500 000 personnes se trouvaient dans un état « catastrophique ». Cette famine « aurait pu être évitée » sans « l'obstruction systématique d'Israël », a accusé le responsable de la coordination des affaires humanitaires des Nations unies, Tom Fletcher. « Cette famine va et doit nous hanter tous », a-t-il martelé.

Dans la foulée, le chef des droits humains des Nations unies, Volker Türk a rappelé qu'« affamer des gens à des fins militaires est un crime de guerre ».

« Ce n'est pas un mystère, c'est une catastrophe causée par l'homme, une condamnation morale et un échec de l'humanité elle-même (...). Nous ne pouvons pas laisser cette situation perdurer en toute impunité », a lancé pour sa part le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres. « Nous avons besoin d'un cessez-le-feu immédiat, de la libération immédiate de tous les otages et d'un accès humanitaire total et sans entrave », a-t-il ajouté.

Le réseau Classification intégrée de la sécurité alimentaire (IPC), soutenu par l'ONU, a averti que la bande de Gaza est confrontée désormais à son pire scénario possible de famine, avec un niveau inédit de malnutrition et de mortalité infantile.

« Selon ses données, la consommation alimentaire dans la majeure partie du territoire a atteint le seuil de la famine, tandis que la malnutrition aiguë dans la ville de Gaza a atteint son maximum », a indiqué l'organisation dans un communiqué relayé vendredi par l'agence de presse Wafa.

L'IPC fait état, à cet égard, « de plus de 20.000 enfants hospitalisés pour malnutrition aiguë entre avril et la mi-juillet, dont plus de 3.000 dans un état sévère. Depuis le 17 juillet, au moins 16 enfants de moins de cinq ans sont morts de faim, selon les hôpitaux de Gaza ».

Soulignant que « le conflit, les déplacé-



ments massifs et l'effondrement de l'accès à la nourriture et aux services essentiels ont atteint des niveaux sans précédent », l'organisation « a appelé à des mesures immédiates, notamment un cessez-le-feu et un accès humanitaire sans entraves, affirmant que c'est à seule voie pour sauver des vies et enrayer une catastrophe humanitaire de plus grande ampleur ».

Le Commissaire général de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés palestiniens (UNRWA), Philippe Lazzarini, a averti que les enfants les plus affamés de la bande de Gaza étaient condamnés à mourir si l'aide ne

leur parvenait pas de toute urgence.

Dans un communiqué publié vendredi sur les réseaux sociaux, le responsable onusien a indiqué que « les niveaux de famine étaient les plus graves dans le nord, en particulier dans la ville de Gaza, où vivent encore environ un million de personnes, selon les estimations ».

Il a annoncé qu'« une évaluation sur l'ampleur de la faim dans l'enclave assiégée serait bientôt publiée », ajoutant que « les centres de santé de l'UNRWA avaient enregistré depuis mars une augmentation de six fois du nombre d'enfants souffrant de malnutrition aiguë ». « Si des mesures

urgentes ne sont pas prises, les enfants sont condamnés à mourir », a-t-il souligné. Lazzarini a ajouté que « les Palestiniens de Gaza meurent déjà de faim, et il y en aura sans aucun doute davantage ».

Jeudi, le Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations Unies (OCHA), a affirmé que la situation humanitaire se détériore dans la bande de Gaza, en proie à des agressions sionistes barbares et à un blocus total depuis plusieurs mois, précisant que la famine, la malnutrition et la crise de logement s'aggravent dans l'enclave palestinienne.

R. I.

SELON LE MINISTRE HONGROIS DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES : «Les dirigeants européens, principale menace pour la paix en Ukraine»

LE CHEF de la diplomatie hongroise, Péter Szijjarto, accuse les dirigeants européens d'avoir fait échouer les négociations de paix entre Moscou et Kiev en 2022 et redoute qu'ils sabotent à nouveau les discussions actuelles. Il salue l'initiative conjointe de Vladimir Poutine et Donald Trump et espère qu'elle pourra aboutir à un accord durable. Le ministre des Affaires étrangères hongrois, Péter Szijjarto, a exprimé de vives inquiétudes quant au rôle des dirigeants européens dans le processus de paix actuel entre la Russie et l'Ukraine. Dans une déclaration faite le 21 août lors du podcast Harcosok órája (« L'heure des combattants »), il a affirmé que « les dirigeants européens représentent aujourd'hui la principale menace pour un accord de paix ». Revenant sur les négociations de 2022 à Istan-

bul, Szijjarto a rappelé que « la Russie et l'Ukraine étaient proches d'un accord, un texte existait, et tout était prêt pour être signé ». « Des leaders européens favorables à la guerre ont interdit à Volodymyr Zelensky de signer ce document. » Cette version des faits rejoint les propos de David Arakhamia, chef de la faction du parti « Serviteur du peuple » au parlement ukrainien, qui avait confirmé en novembre 2023 que le Premier ministre britannique de l'époque, Boris Johnson, avait conseillé à Kiev de refuser l'accord et de « simplement se battre ». Risque de sabotage répété du processus de paix en Alaska Szijjarto estime que la même situation pourrait se reproduire aujourd'hui, alors que des efforts sont en cours pour relancer les négociations, cette fois en Alaska, à l'initiative du président russe Vladimir

Poutine et du président américain Donald Trump. « Il est légitime de craindre que les mêmes forces pro-guerre en Europe cherchent à faire échouer ce nouveau processus », a-t-il déclaré. Le ministre hongrois espère toutefois que cette fois, les pressions extérieures ne parviendront pas à bloquer les discussions. Il a souligné que « tout le monde dans le monde veut la paix » et a salué l'initiative conjointe des présidents russe et américain, qu'il considère comme une chance réelle d'aboutir à un accord. La Hongrie se positionne comme médiateur, l'Europe comme obstacle Les États européens, tout en continuant de fournir des « garanties de sécurité » à l'Ukraine, adoptent des positions clairement hostiles à toute entente avec la Russie. Le chef du Fonds russe d'investissements directs, Kirill Dmitriev, a également

accusé les dirigeants européens de vouloir saboter la détente entre Moscou et Washington. Dans ce contexte, la Hongrie réitère sa disponibilité à accueillir un sommet tripartite entre la Russie, l'Ukraine et les États-Unis. Péter Szijjarto a précisé que son pays était prêt à offrir des « conditions sûres et équitables » pour la tenue de telles discussions. Il a ajouté : « Nous avons maintenu un dialogue de respect mutuel à la fois avec la Russie et les États-Unis, malgré les pressions extérieures. » Lors du sommet en Alaska, Vladimir Poutine avait évoqué ce sujet, saluant la volonté de Washington d'avancer vers une solution négociée, tout en critiquant l'attitude des pays européens, qu'il accuse de ne rechercher que le conflit avec la Russie, et cela même au prix d'un conflit prolongé en Ukraine.

R. I.

OLYMPIQUE DE MARSEILLE

Véronique Rabiot se lâche sur Roberto De Zerbi

APRÈS avoir taclé Pablo Longoria et Medhi Benatia, Véronique Rabiot s'en est pris à Roberto De Zerbi suite à l'éviction de son fils.

L'affaire Rabiot/Rowe n'a pas fini de faire couler beaucoup d'encre à Marseille. Bientôt une semaine pile après les faits intervenus dans le vestiaire du Raouzon Park suite à la défaite en ouverture du championnat de France, c'est au tour de Véronique Rabiot de faire la tournée des médias. Elle veut avoir son droit de réponse suite aux déclarations de Pablo Longoria et son désormais fameux «violence inouïe», et de Medhi Benatia, lequel n'a pas été tendre non plus. Sur RTL hier, elle accusait les deux dirigeants de revêtir un costume trop grand pour eux.

Cette fois, c'est à La Provence qu'elle s'exprime et elle s'en prend à Roberto De Zerbi.

D'après elle, l'entraîneur italien a une lourde responsabilité dans le comportement de ses joueurs. Sa manière de galvaniser ses troupes, de se s'en référer à un discours souvent primaire, porté sur les attributs masculins, aurait tendance à surchauffer le vestiaire. Le documentaire de l'OM sur la saison dernière l'a mis en évidence. Véronique Rabiot estime qu'il est le premier responsable des événements de vendredi dernier. «Quant au coach, le premier à hurler, à crier, à être violent, c'est bien lui !»

L'entraîneur est déjà apparu tendu durant la pré-saison. Elle en veut pour preuve son comportement face à Unai Emery en match amical face à Aston Villa, une semaine avant le coup d'envoi de la Ligue 1, avec qui il a failli en venir aux mains. «Ça m'a choqué. Là, il a respecté le club ? Un entraîneur ne doit pas le faire. On en a parlé, il a été sanctionné ? Non. Monsieur Longoria a été sanctionné quand il a dit «corruption, corruption» ? Non. Si on veut vraiment que les joueurs soient exemplaires, il faut être exemplaire soi-même. On ne peut pas demander aux autres ce qu'on n'est pas capable de faire. C'est un principe d'éducation.»

Quand La Provence émet l'hypothèse que le club a tranché entre De Zerbi et son fils, elle acquiesce. «C'est moins problématique de changer un joueur que l'entraîneur... Ah, je n'y avais pas pensé ! Effectivement... C'est lui ou c'est moi. Possible.» Et elle finit par fustiger le double discours du coach en prenant l'exemple Greenwood. «Lorsqu'il a signé alors qu'il avait tapé sa femme, De Zerbi a dit qu'on pouvait lui donner une deuxième chance. Je suis d'accord pour donner des deuxième chances aux gens, mais il n'y aurait que mon fils qui n'aurait pas droit à une deuxième chance ?» La fin de l'histoire est décidément brutale.

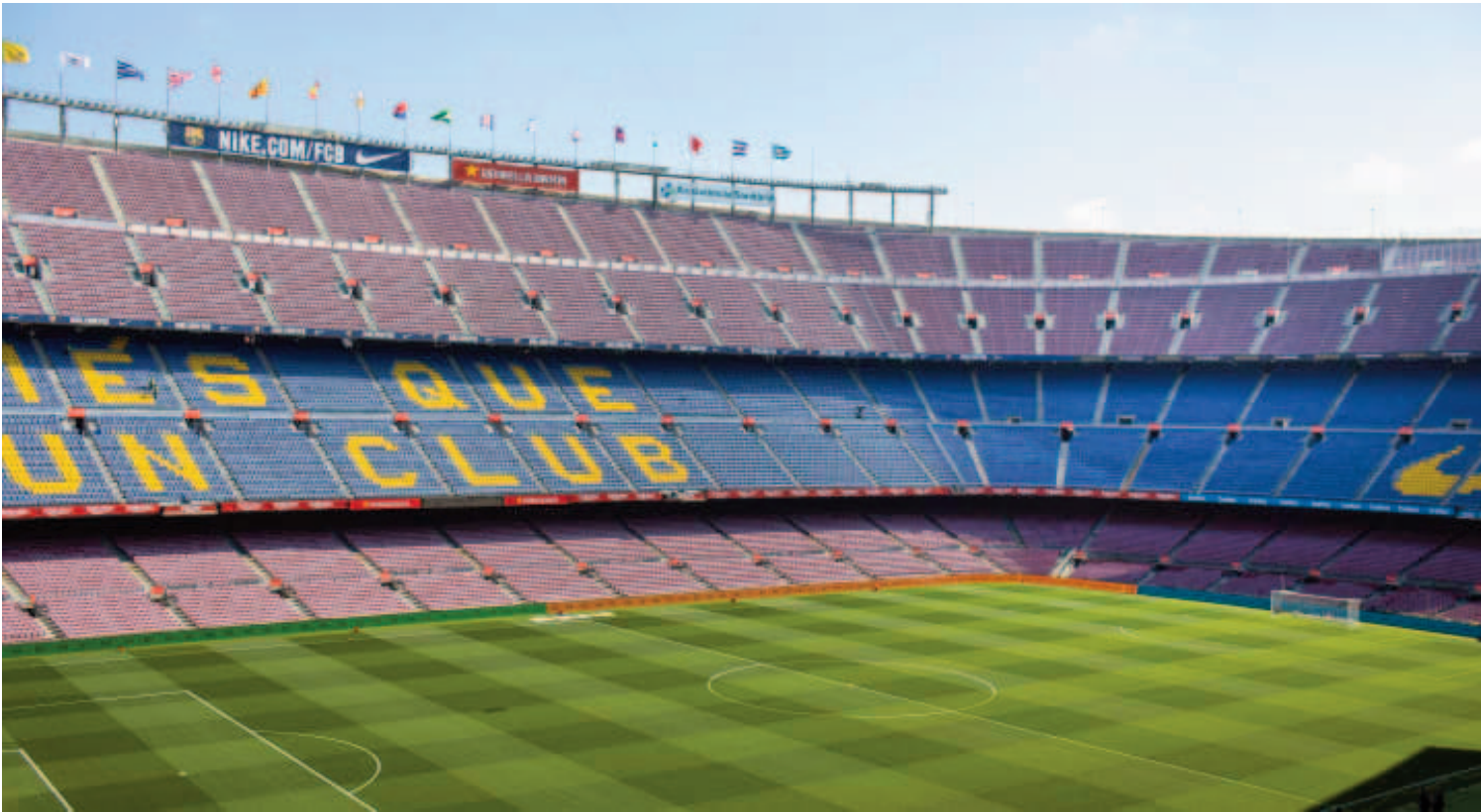
8

SPORTS

CAMP NOU

Énorme coup dur pour le FC Barcelone

Le FC Barcelone avait projeté un retour au Camp Nou contre Valence le 14 septembre, avec une jauge certes réduite. Mais à en croire les dernières déclarations, il va falloir patienter encore un long moment.



Quand reverra-t-on le FC Barcelone au Camp Nou ? Les plus optimistes pariaient sur la réception de Valence en Liga le 14 septembre prochain. Certes, il aurait fallu imposer une jauge de spectateurs fixée à 27 000 spectateurs, mais au moins, le club aurait pu faire un pas de plus dans cette aventure qui a pris un mauvais virage. Les travaux ont pris beaucoup de retard, et alors qu'on imaginait initialement un retour en début d'année 2025, la date n'a pas arrêté d'être repoussée.

La rencontre face à Valence avait déjà été compromise hier. Le club n'a pas reçu le certificat définitif de construction délivré par la mairie de Barcelone mais restait confiant quant à la réception du récépissé et de sa

conformité dans les délais. Dans le même temps, le Barça a demandé à l'UEFA de disputer son premier match de Ligue des Champions cette saison à l'extérieur afin de lui laisser un petit temps supplémentaire pour terminer certains travaux et être prêt pour recevoir dans son antre lors de la 2e journée de la phase de championnat. Cette requête a été acceptée selon Catalunya Ràdio. L'enjeu est important, car dans les textes de l'institution européenne, un club ne peut pas changer de stade comme bon lui semble. Il lui faut obtenir une licence, réattribuée à chaque nouvelle étape de la compétition. Cela fait déjà plusieurs mois que les Culés envisagent de nouveaux retards dans la livraison finale des travaux. Des solutions de replis ont déjà été

réfléchies au stade olympique de Montjuïc, à Montilivi (Gérone) et même à Mestalla (Valence). Cela en prend visiblement le chemin. L'adjoint au maire de Barcelone en charge de la sécurité a lâché le morceau sur RAC 1. Selon lui, le club « n'a pas présenté le certificat d'achèvement des travaux, condition indispensable à la demande du permis d'ouverture initial. » Et de conclure que le Barça devra jouer à Montjuïc « pendant quelques mois encore. » Petit problème ici aussi, ce stade accueille un concert de Post Malone la veille de la réception de Valence. Il faut trouver ailleurs. Et dire que les Blaugranas avaient misé sur un Camp Nou tout neuf, et profiter de cette nouvelle machine à cash. Il va falloir attendre... un certain temps.

REAL MADRID

Dani Carvajal met déjà Trent Alexander-Arnold sous pression

REVENU en très bonne forme depuis sa grosse blessure, Dani Carvajal met déjà la pression sur Trent Alexander-Arnold, peu convaincant depuis la Coupe du Monde des clubs.

Il a débarqué cet été en grande pompe dans la capitale espagnole, escorté par les attentes XXL des supporters merengues, mais Trent Alexander-Arnold devra quand même se décarcasser pour espérer obtenir une place de choix au Real Madrid. Car même avec le statut qui était le sien à Liverpool, l'international anglais ne débarque pas dans la peau d'un intouchable dans son nouveau club, bien au contraire. Absent pendant huit mois en raison d'une rupture des ligaments croisés, Dani Carvajal revient avec appétit pour récupérer sa place.

Des concurrents, l'Espagnol en a vu se suivre à la file depuis 10 ans : Danilo, Lucas Vazquez, le tout jeune Achraf Hakimi, Alvaro Odriozola, ou encore Vinícius Tobias. Mais aucun n'a été en mesure de remettre en cause

son statut de titulaire. «Je prends ça comme un défi personnel, j'aime la concurrence. J'ai des objectifs importants devant moi et j'espère que cette concurrence, saine, rendra l'équipe bien meilleure», confiait Carvajal avant l'arrivée de Trent Alexander-Arnold cet été. Depuis plusieurs jours, son joli retour en forme est d'ailleurs mis en avant par la presse ibérique.

«Trent va avoir beaucoup de difficultés», écrit AS ce matin. Le média madrilène loue la forme olympique du joueur de 33 ans, revenu à un bon niveau lors de cette pré-saison, et habité par l'envie de jouer la Coupe du Monde avec l'Espagne l'été prochain. Ces dernières heures, une vidéo d'un but de Carvajal au bout d'un rush en solitaire, est même devenue virale sur les réseaux sociaux. «Le capitaine a marqué ce but exceptionnel... en pleine période de débat sur l'identité du titulaire pour le poste de latéral droit», écrit AS. Dans le même temps, son concurrent TAA n'est pas vraiment épargné, lui qui n'a pas

encore réussi à se montrer sous son plus bel angle depuis la Coupe du Monde des clubs. Titulaire face à Osasuna mardi lors de la première journée de Liga (1-0), l'Anglais avait rendu une copie très neutre, entachée par de nombreuses maladresses techniques, notamment dans ses centres, et par un apport très maigre sur son couloir.

Il avait alors été remplacé par l'international espagnol à 25 minutes de la fin, et ce dernier s'était montré bien plus entreprenant. «Je vis la concurrence comme je l'ai vécue à d'autres moments de ma carrière. Quand j'ai eu le plus de concurrence, c'est là que j'ai été le plus performant. C'est un énorme défi qui nous rendra meilleurs tous les deux», ajoutait l'Espagnol en zone mixte.

Questionné sur la concurrence entre les deux hommes, Xabi Alonso préférerait botter en touche, assurant que l'un comme l'autre aurait du temps de jeu. Mais si l'écart continue de se creuser, une hiérarchie devra logiquement s'installer...

1/4 DE FINALE DU CHAN : ALGÉRIE - SOUDAN

Les Verts n'ont plus le droit à l'erreur

L'équipe nationale algérienne des joueurs locaux a effectué sa première séance d'entraînement, à Zanzibar, en prévision de son match contre le Soudan, prévu samedi, au Amaan Stadium, pour le compte du quart de final du Championnat d'Afrique des Nations de football (CHAN-2024), a indiqué la Fédération algérienne de football (FAF) dans un communiqué.



La séance qui s'est tenue sur le terrain annexe du stade Amaan, et s'est déroulée dans une atmosphère studieuse et intense, marquée par une grande concentration du groupe. Pendant près d'une heure et demie, le sélectionneur national, Madjid Bougherra a axé son travail sur la mise en place tactique, afin de plonger rapidement ses joueurs dans le contexte de ce rendez-vous décisif face aux Soudanais. A signaler que Tayeb Meziani, légèrement touché à la cuisse lors de la dernière séance effectuée à Nairobi, s'est limité à un travail individuel. Arrivés mercredi à Zanzibar, les joueurs ont bénéficié, le lendemain matin (jeudi), d'une balade de récupération dans l'enceinte de l'hôtel, programmée par le staff technique, suivie d'une séance d'analyse vidéo consacrée au dernier match contre le Niger. Lors de la phase de groupes, la sélection algérienne a terminé deuxième du groupe C

avec 6 points, derrière l'Ouganda (7 pts). Les "Verts", vainqueurs face à l'Ouganda (3-0), pour leur entrée en lice, ont enchaîné ensuite trois nuls de rang : face à l'Afrique du Sud (1-1), la Guinée (1-1), et le Niger (0-0). Pour sa part, la sélection soudanaise a terminé leader de son groupe D avec 5 points, à égalité de points avec le Sénégal, tenant du titre, mais avec une différence de buts général favorable aux Soudanais. Les trois autres quarts de finale de cette 8 édition sont les suivants : Kenya - Madagascar, Ouganda - Sénégal, et Tanzanie - Maroc. La dernière édition de la Ligue des champions a vu une lutte acharnée entre Al-Hilal et le MC Alger, tous deux qualifiés pour les quarts de finale. Les deux équipes se sont également rencontrées lors du match pour la troisième place du CHAN de 2011, qui s'est soldé par une victoire du Soudan aux tirs au but. Les relations entre le Soudan et l'Algérie sur le plan sportif ont connu une transformation positive, reflétée par les

confrontations entre les clubs lors de divers tournois, avec un accueil chaleureux et réciproque lors des matchs entre les clubs des deux pays. Le match Algérie-Égypte a joué un rôle important, avec un soutien soudanais sans précédent aux Verts au stade Al-Merreich d'Omdurman, obtenant une qualification historique aux dépens des Pharaons. Les Algériens ont répondu en soutenant massivement les Faucons de Jediane lors du tournoi CHAN, que l'Algérie a accueilli début 2023. Le match très attendu entre les hommes du sélectionneur James Kwesi Appiah et l'équipe de Madjid Bougherra devrait faire l'objet d'une attention particulière, compte tenu de la force des deux équipes, de l'excellence d'Appiah et de la brillante philosophie d'entraînement de Madjid Bougherra. Les Faucons de Jediane ont réussi à atteindre le dernier carré du tournoi, terminant en tête du groupe, tandis que leurs rivaux se sont qualifiés après avoir terminé deuxième du groupe C.

FESTIVAL DE MINI BASKET

400 jeunes basketteurs de 15 pays attendus à Jijel

400 JEUNES basketteurs de 15 pays sont attendus au Festival de Mini Basket, prévu du 2 au 5 septembre à Jijel (Est de l'Algérie), a annoncé mercredi la Fédération algérienne de la discipline (FABB).

Organisé en collaboration avec la fondation de la Fédération internationale (FIBA) "Basket-ball for Good", cet événement sera encadré par 70 entraîneurs, dont d'anciennes stars du basket africain, précise la FABB.

L'initiative Mini Basket-ball fait partie intégrante du programme de développement de FIBA Afrique. Ce programme vise à créer un environnement positif et encourageant où les jeunes peuvent s'épanouir grâce au basket-ball. Il contribue également à élargir la famille FIBA à travers le continent.

Après cette manifestation, l'Algérie accueillera, également, les 6 et 7 septembre à Alger, la prestigieuse initiative "BAL4HER U23 ID" Camp, organisée par la Basketball Africa League (BAL), en partenariat avec la FABB.

"Cet événement constitue une opportunité unique pour les basketteuses algériennes de démontrer leur talent et de bénéficier d'un encadrement de haut niveau, tout en tissant des liens avec des figures techniques et sportives du continent", avait indiqué la FABB dans un communiqué publié le 31 juillet.

Ce camp de détection, une première du genre en Algérie, s'inscrit dans une série d'initiatives continentales visant à promouvoir le basket-ball féminin en Afrique. Il s'adresse aux joueuses âgées de 18 à 23 ans, issues de toute la région, et propose un programme intensif mêlant développement technique et tactique sur le terrain, ainsi que des ateliers axés sur la résilience mentale, la confiance en soi et le leadership. Les organisateurs ont salué la contribution de la FABB dans la mise en œuvre de cette initiative, qui s'inscrit dans une dynamique plus large de soutien au sport féminin.

A travers cette action, la BAL et ses partenaires entendent renforcer la visibilité du basket féminin en Algérie et en Afrique, tout en créant un espace d'expression et de développement pour la nouvelle génération de basketteuses.

CHAMPIONNAT D'AFRIQUE D'HALTÉROPHILIE L'Algérie termine sa participation avec 23 médailles dont six en or

L'ÉQUIPE NATIONALE algérienne d'haltérophilie (cadets et juniors) a clôturé sa participation aux Championnats d'Afrique (cadets et juniors) d'Accra au Ghana, qui prend fin vendredi, avec une moisson de 23 médailles (6 or, 10 argent et 7 en bronze), après trois journées de compétition, a indiqué la Fédération algérienne d'haltérophilie (FAH). Lors de la dernière journée, jouée mercredi, le junior Djabri Ayoub (88 kg), a pris la médaille d'argent du tournoi, alors que

son compatriote Souhil Khaled Oukseni (79 kg), blessé, n'a pas pu monter sur le podium. Les autres médaillés algériens du rendez-vous ghanéen en garçons sont: le cadet Mohamed Islam Touiri (71kg), avec cinq médailles (2 en or et 1 en argent chez les cadets), et 2 bronze en juniors, le cadet, Chaabi Koussai avec trois en or chez les 60kg, le junior Moussa Haroun (56kg), une or et 2 médailles d'argent. Chez les filles, la junior Ahlam Ressani

(63kg) a remporté deux médailles de bronze, Ines Driss (58 kg) a décroché six médailles d'argent, trois dans la catégorie cadette et trois chez les juniors, tandis que Saadi Bouchra (48 kg) s'est adjugée trois bronze, dans la catégorie des juniors filles. "C'est une bonne prestation pour nos jeunes haltérophiles, et cela témoigne de la volonté et la détermination de tous les athlètes à être les dignes représentants de l'Algérie lors de cet important événement continental", a indiqué la Fédération algé-

rienne. Sous la conduite des entraîneurs nationaux, Fouad Bouzenada et Abdelbasat Khelfellah, la sélection algérienne est représentée par huit athlètes dont trois filles. Il s'agit d'Ahlam Ressani (63 kg), Bouchra Saadi (48 kg) et Ines Driss (58 kg) chez les filles, et Haroun Moussa (56 kg), Souhil Khaled Oukseni (79 kg), Djabri Ayoub (88 kg), Touiri Mohamed-Islam (71 kg) et Koussai Chaabi (60 kg) chez les garçons.

La structure d'âge élevé du parc automobile de l'Algérie, un taux de plus de 75% entre 15 et plus de 20 ans rend urgent son renouvellement : comparaison avec d'autres pays

Professeur des universités, expert international directeur d'études ministère Industrie-Energie 1974-2016 Dr Abderahmane Mebtoul

Les estimations récentes indiquent pour 2024 indiquent environ 1,5 milliards de véhicules (voitures, camions, SUV) dans le monde, la structure d'âge moyen dépendant du niveau de la production, de la politique du transport et du niveau du pouvoir d'achat de chaque pays. Ces accidents ne sont pas propres à l'Algérie. Ainsi les coûts totaux des traumatismes liés à la route dans le monde sont estimés à plus de 2 200 milliards de dollars par an, soit environ 6,1 milliards de dollars par jour. Environ 1,3 million de décès par an, ce qui fait des accidents de la route l'une des principales causes de mortalité mondiale, en particulier chez les 5-29 ans. et environ 20 à 50 millions de blessés sont dénombrés chaque année, dont beaucoup souffrent de séquelles permanentes. Le coût social d'un blessé grave en Europe est estimé à environ 700 000 euros et celui d'un blessé léger à environ 70 000 euros où en plus ce qui fait que les assurances versent des milliards d'euros pour indemniser les préjudices corporels subis par les victimes : en Belgique, un décès sur la route coûte environ 7 millions d'euros à la société et en France les assurances versent chaque année 5 milliards d'euros. D'une manière générale, les coûts totaux des traumatismes liés à la route dans le monde sont estimés à plus de 2 200 milliards de dollars par an, soit environ 6,1 milliards de dollars par jour. Des organismes spécialisés estiment que, les accidents de la route représentent un coût pour les sociétés entre 2/ 3 % du Produit Intérieur Brut (PIB) dans la plupart des pays, étant comptabilisés les pertes économiques dues aux traitements, à la perte de productivité des victimes décédées ou handicapées, et au temps que les familles consacrent à s'occuper des blessés : en Belgique, le coût social d'un blessé grave est estimé à environ 700 000 euros, et celui d'un blessé léger à environ 70 000 euros

1.-L'Age moyen du parc automobile en Europe

En Europe, l'âge moyen du parc de bus est d'environ 12,5 ans selon les données les plus récentes de, mais il existe de fortes disparités entre les pays, avec des parcs plus anciens dans certains pays d'Europe de l'Est et plus récents au Luxembourg et en Autriche. Le vieillissement général du parc automobile, y compris des bus, est une tendance de fond en Europe, ralentie par des prix élevés, des incertitudes sur la transition énergétique et une hésitation des automobilistes à renouveler leurs véhicules. Les facteurs qui expliquent le vieillissement sont la baisse du pouvoir d'achat notamment des couches moyennes lié à l'inflation, qui incite les automobilistes à garder leurs véhicules plus longtemps, l'importance du marché d'occasion : et des difficultés d'approvisionnement en pièces pour les voitures neuves. Ce vieillissement du parc roulant pose des défis en termes de sécurité routière, d'émissions polluantes et d'impact sur l'environnement Prenons quelques exemples selon les données de 2024/2025. En Europe de l'Est les pays où le parc le plus ancien, avec des âges moyens dépassant les 15 ans sont : la Lituanie : 16,9 ans -l'Estonie : 16,7 ans -la Roumanie : 16,3 ans et la Grèce : 15,7 ans. En Europe de l'Ouest/Centrale : Le parc est plus récent,



mais vieillissant où nous avons le Luxembourg : 6,4 ans et l'Autriche : 8,2 ans Qu'en est-il des USA et des quatre puissances européennes ? Aux USA l'âge moyen du parc automobile aux États-Unis est de 12,8 ans en 2025, un record qui continue de s'élever. Ce vieillissement s'explique par une fiabilité accrue des véhicules et des facteurs économiques qui poussent les consommateurs à conserver plus longtemps leurs voitures. La moyenne est plus élevée pour les voitures particulières (14,5 ans) que pour les camionnettes (11,9 ans). En Allemagne, l'âge moyen : du parc est de 10,3 ans début 2025. En France, l'âge moyen du parc est en constante augmentation et a atteint 11,2 ans début 2024. En Italie l'âge moyen : en 2024, le parc roulant italien atteignait 12,8 ans, une légère augmentation par rapport aux 12,5 ans en 2023. En Espagne : l'âge moyen est de 13,7 ans, et plus de 45 % de la flotte a plus de 15 ans., le segment des autobus présentant un âge moyen de 10,5 ans, avec 27 % des véhicules ayant plus de 15 ans.

2.-Quel est l'âge du parc pour quelque pays d'Afrique ?

Pour l'Afrique, l'âge moyen des voitures se situe globalement entre 16 et 20 ans, mais il peut varier selon les pays et les régions, avec certains parcs automobiles ayant un âge moyen bien supérieur, le parc étant principalement composé de véhicules d'occasion importés. Ainsi, en Afrique de l'Ouest qui est un marché majeur et en croissance, entre 4 à 5 millions de véhicules sont importés chaque année, principalement pour être revendus dans toute la région. Ces véhicules, souvent d'une moyenne d'âge entre 18/20 ans et d'une haute pollution, posent des défis environnementaux et sanitaires, amenant certains pays à réguler l'âge maximum des véhicules importés (par exemple, 5 ans en Côte d'Ivoire, 8 ans au Sénégal) pour tenter d'améliorer la qualité du parc automobile et de réduire les émissions toxiques. Ainsi, au Maroc, le parc automobile comprend plus de 4,3 millions de véhicules en circulation fin 2024, l'âge moyen du parc automobile au Maroc étant difficile à cerner faute de données fiables, mais une partie importante des véhicules à plus de

10/15 ans, avec seulement 33% des voitures âgées de moins de 5 ans selon une enquête de début 2025. En Tunisie, le parc est estimé à plus de 2,3 millions de véhicules, accentué par l'importation massive de voitures d'occasion, face à la flambée des prix des véhicules neufs. L'âge moyen des voitures est plutôt élevé, car plus de la moitié du parc automobile tunisien a plus de 15 ans. Selon une source récente site Espace Manage en date du 29 juillet 2025. En Afrique du Sud, le parc automobile était estimé à 11,9 millions de véhicules immatriculés en 2023 étant constitué de véhicules dont l'âge moyen était de 10 ans et 6 mois. Cette moyenne est en augmentation et représente un âge notablement plus élevé que celui des années 2014-2016. En

Egypte, le nombre total de véhicules immatriculés était de 9,95 millions au 31 décembre 2023, dont 5,7 millions de voitures particulières dont l'âge dépasse largement les 15 années. Au Nigeria, le parc automobile est dominé par les voitures d'occasion. Il n'y a pas de chiffre exact récent pour le nombre total de voitures au Nigeria en 2024, mais les données les plus récentes indiquent que plus de 18 millions de véhicules étaient immatriculés au Nigeria, et le parc automobile est estimé à environ 12 millions de véhicules. Avec une tranche d'âge de 10 à 15 ans, cela fait du Nigeria le plus grand marché de voitures d'occasion en Afrique.

3.-Qu'en est-il de l'Algérie : urgence de renouveler la catégorie de plus de 20 ans d'âge(données -source- ONS document 2023 gouvernement) ?

Pour l'Algérie, selon l'enquête de l'ONS au 01 janvier 2021 sur un parc total de 7.731.664 unités, la structure ayant pas très peu évoluée entre 2021 et août 2025, peu de production, et peu d'importation, nous avons par structure d'âge pour les différentes catégories :

- tourisme 4.972.000 unités- tranche d'âge moins de 5 ans 12,31%- entre 5 et 9 ans 16,29%- entre 10 et 14 ans 12,82%- entre 15 et 19 ans 10,49% et 20 ans et plus 48,09% devant renouveler immédiatement 2.038.000 unités et 10,49% étalée sur 3 ans soit au total 58,58% % du parc

- camion 478.355 unités – tranche d'âge moins de 5 ans 4,40%- entre 5 et 9 ans 4,94%- entre 10 et 14 ans 6,57%- entre 15 et 19 ans 8,37% et 20 ans et plus 75,72% devant renouveler immédiatement 287.000 unités et 8,37% étalée sur 3 ans soit au total 84,0 % du parc

- Camionnette 1.411.037 unités : moins de 5 ans 3,48%- entre 5 et 9 ans 13,46%- entre 10 et 14 ans 12,94% - entre 15 et 19 ans 10,05% et 20 ans et plus 60,06% devant renouveler immédiatement 846.000 unités et 10,05 % étalée sur 3 ans soit au total 70,10% du parc

- Autocar et bus 97.826 unités dont moins de 5 ans 3,56%- entre 5 et 9 ans 7,01% - entre 10 et 14 ans 10,49% - entre 15 et 19 ans 14,93% et 20 ans et plus 64,00% devant renouveler immédiatement afin d'éviter le drame d'El Harrach et d'autres drames récents plus 62.600 unités puisque entre l'enquête de 2020 et 2025 l'âge du parc a augmenté et 14,93% étalée sur 3 ans soit au total 78,93 % du parc

- tracteur routier 101.464 unités -moins de 5 ans 6,74% entre 5 et 9 ans 8,70% entre 10 et 14 ans 10,28% entre 15 et 19 ans 9,87% et 20 ans 64,41% devant renouveler immédiatement 79.000 unités et 9,87% étalée sur 3 ans soit au total 74,28% % du parc

- Tracteur agricole 178.965 unités moins de 5 ans 4,57% entre 5 et 9 ans 10,07% entre 10 et 14 ans 4,82% entre 15 et 19 ans 3,06% et 20 ans 77,48% devant renouveler immédiatement et 3,06% étalée sur 3 ans soit au total 80,54% du parc
- Véhicule spécial 10.859 unités moins de 5 ans 4,85% entre 5 et 9 ans 15,24% entre 10 et 14 ans 6,33% entre 15 et 19 ans 2,70% et 20 ans 70,88%, devant renouveler immédiatement 7.700 unités et 2,70% étalée sur 3 ans soit au total 73,58% % du parc

- Remorque 180.085 unités moins de 5 ans 5,51% entre 5 et 9 ans 9,76% entre 10 et 14 ans 8,34% entre 15 et 19 ans 6,92% et 20 ans 69,46% devant renouveler immédiatement 125.000 unités et 6,92% étalée sur 3 ans soit au total 76,38 % du parc

- Motos 300.153 unités moins de 5 ans 61,13% entre 5 et 9 ans 6,52% entre 10 et 14 ans 2,03% - entre 15 et 19 ans 0,29% et 20 ans 29,63% devant renouveler immédiatement 89.000 unités et 0,29% étalée sur 3 ans soit au total 29,92% % du parc

En conclusion, le grand problème est combien cela coûtera en devises la mise à niveau du parc en renouvelant immédiatement la fraction de plus de 20 ans puisque l'intégration locale est très faible notamment dans ce segment ? En plus de l'erreur humaine et de la vétusté des routes cause des accidents, le vieillissement du parc nécessite une importation massive de pièces détachées conformes aux normes internationales, qui ne touchent pas seulement le parc automobile mais la majorité des secteurs, du fait que 85% des besoins en matières premières et pièces détachées des administrations des entreprises publiques et privées sont importés, les unités de pneu, de voitures installées se limitant pour l'instant comme par le passé au montage y compris Fiat important plus de 70/80% des composants. L'Algérie se classe dans la moyenne africaine mais loin derrière les pays développés qui connaissent également un vieillissement de leur parc.

ademmebtoul@gmail.com

ESPAGNE

La Palestine s'invite à la Festa Major de Gràcia

Cette année, la Festa Major de Gràcia a franchi un cap : au-delà des festivités, c'est un message politique fort qui s'est imposé. En 2025, la cause palestinienne a occupé une place centrale dans les rues décorées de ce quartier emblématique de Barcelone, transformant la fête populaire en acte de solidarité et de résistance.

Le quartier de Gràcia, l'un des plus atypiques de la ville de Barcelone en Espagne, a de nouveau vibré cet été au rythme de sa fête la plus emblématique et la plus attendue par la population locale et les curieux de tout bord. Du 15 au 21 août, la Festa Major de Gràcia a réuni habitants, visiteurs et associations dans un mélange unique de tradition, de créativité et de revendications sociales.

L'édition 2025 restera, en effet, dans les mémoires pour sa portée politique : au-delà des décorations spectaculaires et des concerts, la Palestine avec en toile de fond le drame qui se déroule à Gaza, s'est imposée comme un symbole central de solidarité et de résistance.

Comme le veut la tradition, les rues du quartier ont rivalisé d'imagination dans le concours de décorations, les fameux guarinis. Un total de 23 rues s'est transformé en véritables mondes parallèles, oscillant entre univers féériques, reconstitutions historiques et installations engagées.

Les prix les plus convoités ont récompensé Carners Fraternitat de Baix et Verdi, qui ont remporté le Premi Dolça Festa grâce à leurs décors originaux et leur travail communautaire. La rue Mozart, quant à elle, a été saluée par la "Mention Casa Vicens-Gaudí" pour son ambiance médiévale.

GRÀCIA EN FÊTE... ET EN LUTTE

Mais le moment le plus fort est venu de la Carrer Ciutat Real, distinguée dans la catégorie "revendication sociale". Sa décoration a dénoncé la gentrification, tout en rappelant le "droit au retour... spécialement pour la Palestine". Ce message a transformé la rue en un espace de mémoire et de solidarité, au-delà du simple ornement.

La cause palestinienne a été particulièrement visible cette année. Dans plusieurs zones du quartier, les habitants ont choisi d'intégrer des guirlandes d'oranges, des oliviers et des messages écrits en soutien au peuple palestinien.

Ces décorations, au-delà de l'esthétique, ont offert une lecture politique : elles ont rappelé le drame que vit actuellement la popula-



tion de Gaza et ont dénoncé ce que de nombreux collectifs, y compris en Catalogne, qualifient de génocide en cours dans l'enclave palestinienne. L'ouverture de la fête a également donné le ton. Depuis le balcon de la Plaça de la Vila, l'historienne Maria Garganté a prononcé un discours qui a marqué les esprits. Défendant l'importance des traditions populaires comme outils de résistance culturelle, elle a dénoncé la mondialisation et la spéculation immobilière qui menacent l'identité des quartiers.

Surtout, elle a élargi son propos au contexte international, en évoquant explicitement "les atrocités du génocide à Gaza" et la situation des minorités persécutées à travers le monde. Son discours a transformé l'inauguration en un acte de mémoire et de lutte, renforçant l'idée que la Festa Major de Gràcia n'est pas seulement une fête, mais aussi une tribune citoyenne.

La Festa Major de Gràcia est depuis longtemps plus qu'un simple événement folklorique. C'est une célébration profondément enracinée dans l'identité du quartier, portée par les associations de voisins qui tra-

vaillent toute l'année à la préparation des décorations. Mais cette édition 2025 a franchi une étape supplémentaire : elle a relié la fête de quartier à des causes mondiales, démontrant que l'art populaire peut devenir un outil de dénonciation.

Les décorations solidaires, les références explicites à la Palestine et l'inauguration à forte portée politique ont montré que les traditions ne sont pas figées, mais vivantes, capables de s'adapter et de répondre aux préoccupations de leur temps.

Entre les ruelles illuminées, les concerts, les repas de quartier et les moments de convivialité, la Festa Major de Gràcia 2025 a confirmé sa capacité particulière à conjuguer fête, mémoire et revendication.

L'édition de cette année a offert un double message : célébrer la créativité et la vie de quartier, tout en refusant de rester silencieux face aux injustices mondiales.

En plaçant la Palestine au cœur de ses symboles et de ses discours, Gràcia a rappelé que la fête populaire peut aussi être un cri de solidarité et un appel à la justice.

Par Majda Khellaf

ALGER

La Cinémathèque abrite les Journées du film révolutionnaire

LES JOURNÉES du film révolutionnaire, organisées à l'occasion de la Journée nationale du Moudjahid ont été inaugurées mercredi à la Cinémathèque d'Alger en présence du ministre de la Culture et des Arts, Zouhir Ballalou. L'événement, marqué par la présence d'artistes, de cinéastes et d'universitaires, met en lumière le rôle du cinéma dans la préservation de la mémoire nationale et la transmission des valeurs de la Révolution. Lors d'une conférence, le professeur d'histoire Djamel Yahiaoui a rappelé que le cinéma révolutionnaire est né « de la souffrance », lorsque les combattants ont utilisé la caméra comme arme de témoignage. Le scénariste Ahcène Tlilani et de jeunes réalisateurs ont plaidé pour de nouvelles productions capables de refléter l'esprit de Novembre. La soirée d'ouverture a été marquée par la projection du film Zighoud Youcef, réalisé par Mounès Khammar. La manifestation se poursuit jusqu'au 22 août dans plusieurs salles du pays.

JIJEL

Clôture du Festival du chant patriotique et scout

LE 3E FESTIVAL national du chant patriotique et scout s'est clôturé mercredi à Jijel, après plusieurs jours d'animations ayant réuni 17 troupes issues de différentes wilayas. Le commandant général des Scouts musulmans algériens (SMA), Abderahmane Hamzaoui, a souligné le soutien du président de la République à la jeunesse, notamment à travers la promotion de l'entrepreneuriat, de la participation politique et du travail associatif. Selon lui, les réformes engagées par l'État ont ravivé l'espoir d'un avenir meilleur. Le palmarès a distingué plusieurs troupes : El Falah d'Aïn Taya (Alger) a remporté le premier prix du chant palestinien, tandis que Israa (Aflou) s'est imposée dans la catégorie chant patriotique et Afak (Mascara) dans le chant scout. L'événement a permis de valoriser l'expression artistique des jeunes et de renforcer leur attachement aux valeurs patriotiques et solidaires.

A. B.

FESTIVAL CULTUREL DE LA CHANSON ET DE LA MUSIQUE CHAOUIES Khenchela accueille la deuxième édition

LA 2ÈME ÉDITION du Festival culturel national de la chanson et de la musique chaouies se déroule depuis mercredi à Khenchela dans une ambiance joyeuse. L'ouverture de cette manifestation culturelle, organisée cette année sous le slogan "la chanson chaouie, histoire glorieuse, nouvelle ère", a été animée, au théâtre de plein air Zoulikha Louadj, par des troupes folkloriques des wilayas de Tizi Ouzou, Ghardaïa et Khenchela, avant que le public ne soit convié à apprécier une chorégraphie intitulée "terre des lions", entièrement dédiée à l'histoire de l'Algérie.

Le représentant du ministre de la Culture, Smaïl Ibrir, avait auparavant souligné, dans une allocution d'ouverture, "la volonté du ministre de la Culture et des Arts, Zouhir Ballalou, de soutenir de telles manifestations, du fait qu'elles contribuent à la préservation du patrimoine culturel



authentique". De son côté, le commissaire du festival, Mohamed El Alouani, a déclaré que cette édition qui se poursuivra jusqu'au 23 août, réunit 13 artistes et 11

troupes musicales qui animeront des soirées alternant musique moderne et chants folkloriques traditionnels. Il a ajouté que des jeunes artistes ama-

teurs, représentant de nombreuses wilayas du pays, auront à concourir pour le premier prix du festival ouvrant droit à une participation au Festival national de la chanson amazighe prévu à la fin de l'année en cours.

La première soirée du festival a été animée par le doyen de la chanson chaouie, Abdelhamid Bouzaher, et l'artiste Redha Echaoui dont les prestations ont ravi le public qui les a chaleureusement acclamés.

Plusieurs artistes ont été honorés lors de la cérémonie d'ouverture, parmi lesquels Djamel Sabri, dit "Jo", et Salim Echaoui, ainsi que la famille du défunt artiste Kadour El Yaboussi et le chercheur en patrimoine chaoui, Mohamed-Salah Ounissi, pour leur contribution à la mise en lumière de la chanson chaouie dans ses déclinaisons moderne et folklorique.

R. C.

www.jeune-independant.net
Fondé le 28 mars 1990
Quotidien national d'information
Maison de la Presse
Tahar-Djaout
1, rue Bachir-Attar,
Place du 1^{er}-Mai
16016 Alger.

Tél. : (021) 67.07.48 / 49
(021) 67.15.45
(021) 67.31.83
(070 25.19.19
Fax : (021) 67.07.46

Publicité
Régie pub JI
Tél. : (021) 66.26.13
Fax : (021) 66.06.10
pub@jeune-independant.net



www.jeune-independant.net
Fondé le 28 mars 1990
**QUOTIDIEN NATIONAL
D'INFORMATION**

Maison de la Presse
Tahar-Djaout
1, rue Bachir-Attar,
Place du 1^{er}-Mai
16016 Alger
Tél. :
(021) 67.07.48/49
(021) 67.15.45
(021) 67.31.83
(070 25.19.19
Fax :

(021) 67.07.46
Edité par la SARL Groupe
Presse et Communication au
capital de 9 764 000 DA

Gérant
ALI MECHERI
**Directeur
de la publication**
BOUDJEDRI TAHAR
(KAMEL MANSARI)

IMPRESSION
SIMPRAL

PUBLICITÉ
Régie pub JI
Tél. : (021) 66.26.13
Fax : (021) 66.06.10
jeuneindependant@yahoo.fr
**CONTACTEZ AUSSI
ANEP**
• POUR VOTRE PUBLICITE
S'ADRESSER A :
L'Entreprise Nationale de
communication, d'Édition et de
Publicité » Agence ANEP 01, Avenue
Pasteur Alger.

Téléphone : (020) 05.20.91
(020) 05.10.42
Fax (020) 05.11.48

(020) 05.13.45
(020) 05.13.77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ouargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

BUREAUX RÉGIONAUX
• Annaba
3, rue Ibn Khaldoun, Annaba

**Mob. :
(0662) 18.41.81**
**Fax :
(038) 80.20.36**

• Tizi Ouzou
6, rue Capitaine Si Abdallah
15 000
Tizi Ouzou
**Tél. :
(026) 22.95.62**
Fax : (026) 22.95.62

• Constantine
Maison de la persse Ahmed
Taâkoucht,
Constantine
**Tél-Fax :
(031) 66.32.64**

• Bejaïa

Bejaïa : Centre Commercial
SABRACHOU, Quartier Sghir
Bureau N° 10

**N° Tél :
034-12-66-21**
Email : ljibejaia@yahoo.fr

• TipasaB.P. 66-A
42 000 Tipasa
**Tél. :
(024) 43.60.26**

© 1990-2024

Jeune-Indépendant. Tous droits
réservés. Reproduction partielle
ou totale, par quelque procédé
que ce soit, interdite sans
autorisation expresse de la
Direction.

Les documents remis, envoyés
ou électroniquement transmis au
journal ne sont pas retournés et
ne peuvent faire l'objet d'aucune
réclamation, sauf accord écrit
préalable.

Une mutation modifiant le fonctionnement des racines offrirait l'espoir de réduire les engrais chimiques

Les plantes de la famille des légumineuses sont capables d'entrer en symbiose avec des microbes du sol pour obtenir des nutriments essentiels. Des chercheurs ont découvert une mutation qui, même chez le blé, s'avère favorable à cette association. De quoi, peut-être, envisager un avenir plus sobre en engrais de synthèse, bien que d'autres approches existent pour y parvenir (John Innes Centre).



Connaissiez-vous le sigle "NPK" ? Ces trois lettres désignent l'azote (nitrogen, en anglais), le phosphore et le potassium (Kalium, en allemand), et figurent sur les bouteilles d'engrais de synthèse pour indiquer les proportions respectives de ces éléments, indispensables à la croissance des plantes cultivées. Mais avant l'invention de l'agrochimie, la nature se débrouillait très bien toute seule... Lorsque les nutriments dont elles ont besoin pour croître se font rares dans le sol, ou bien lorsque ceux-ci se trouvent sous une forme chimique qu'elles ne peuvent assimiler, les plantes sont en effet capables d'entrer en symbiose avec des microbes qui leur apportent, en échange du gîte et du couvert, ces éléments. Ces partenaires peuvent être des champignons microscopiques ou bien des bactéries, qui prodiguent respectivement à leurs hôtes du phosphore et de l'azote – les fameux P et N. La symbiose avec les bactéries Rhizobia, dites "fixa-

trices d'azote", est d'ailleurs l'apanage d'une famille de plante en particulier : les légumineuses (pois, haricots et apparentés).

Transférer le superpouvoir des légumineuses aux céréales

Depuis longtemps, les chercheurs en agronomie rêvent de transférer ce superpouvoir des légumineuses à d'autres plantes cultivées, notamment aux céréales, afin de réduire la quantité d'engrais chimiques à apporter dans les champs. D'après une étude publiée le 15 janvier dans la revue Nature, ce n'est peut-être plus qu'une question de temps avant de voir ce dessein se réaliser. Les auteurs de cette étude ont ainsi découvert une mutation dans un gène de la luzerne tronquée (*Medicago truncatula*) qui reprogramme la voie de signalisation par le calcium au sein de la plante, ce qui a pour effet de renforcer à la fois l'association avec les bactéries fixatrices d'azote et les mycorhizes (nom donné à la symbiose entre un

champignon et une racine).

Or, la même mutation génétique chez le blé a pour conséquence de favoriser les mycorhizes ainsi que la colonisation des racines par des Rhizobia, et ce, dans des conditions agricoles, expliquent les chercheurs dans un communiqué du John Innes Centre (Royaume-Uni).

Vers une agriculture "durable" ?

"Il est inattendu et passionnant de voir que la mutation que nous avons identifiée renforce (la) symbiose dans des conditions agricoles, car cela offre la possibilité d'une production agricole durable (...) en réduisant l'utilisation d'engrais inorganiques", a déclaré le Dr Myriam Charpentier, qui a supervisé l'équipe. La chercheuse y voit ainsi un "grand potentiel pour l'avancement de l'agriculture durable." Cependant, l'agriculture fait face à de nombreux défis, en particulier le changement climatique et ses conséquences en termes de multiplication des événements

extrêmes (sécheresses, inondations...). Si les auteurs de l'étude proposent évidemment de trouver des solutions faisant appel à la génétique, d'autres approches existent.

Certaines techniques écologiques de fertilisation des sols augmentent ainsi le rendement agricole en l'absence d'engrais chimiques, en particulier l'usage de fumier – davantage que du compost – ainsi que le fait de planter une diversité de cultures et de légumineuses, selon une synthèse d'études publiée en 2022 dans la revue Nature Sustainability.

À l'occasion du Salon de l'Agriculture 2024, un collectif de 12 ONG environnementales françaises avait publié sa feuille de route, capable d'assurer "des revenus dignes" au secteur et de "restaurer les écosystèmes naturels" en diminuant par exemple les cultures très consommatrices en eau, ou encore en restaurant les mares et les haies – dont 90 % et 70 % ont respectivement disparu en un siècle.

81 milliards de mètres cubes d'eau: Découverte d'un aquifère géant dans les montagnes et volcans de l'Oregon

81 MILLIARDS de mètres cubes d'eau, un "château d'eau géant" expliquent les scientifiques : c'est ce que contiendrait un aquifère colossal découvert dans les sommets et volcans de la chaîne des Cascades, dans le nord-ouest des États-Unis (Oregon et État de Washington). Un peu plus de 32 kilomètres cubes : c'est la quantité d'eau que contient le lac Mead,

réservoir artificiellement créé à partir du fleuve Colorado, à cheval entre le Nevada et l'Arizona, aux États-Unis.

C'est colossal – à titre de comparaison, le lac d'Annecy contient quant à lui environ 1,22 kilomètre cube d'eau, soit 1,2 milliards de mètres cubes du précieux liquide.

Colossal et vital pour une partie des États-Unis qu'il irrigue – 20 millions de personnes et de vastes surfaces agricoles –, mais fluctuant : si ses niveaux sont revenus vers un volume moins inquiétant pour la vie qui en dépend, ainsi que l'explique Newsweek, ils avaient chuté de manière très inquiétante en 2022. Les aquifères

américains, qu'ils soient naturels ou artificiels, sont donc pour cette nation très vorace en H₂O d'une importance cruciale. D'où l'importance de l'annonce de cette découverte par des scientifiques dans la chaîne des Cascades, entre l'Oregon et l'État de Washington, au nord-ouest des États-Unis. Cette réserve pourrait être la plus grande de son genre au monde.

Dans les montagnes de l'Oregon, un "lac aux proportions continentales"

Ainsi que le relatent Live Science ou Phys.org, les chercheurs et chercheuses n'ont pas fait que chercher mais ont trouvé, au cœur même des montagnes des

Cascades, ce qui est décrit dans un article publié dans Proceedings of the National Academy of Sciences (PNAS) comme une réserve d'eau "aux proportions continentales".

La chaîne des Cascades, explique Wikipedia, ne couvre pas qu'une partie de l'Oregon et de l'État de Washington, mais s'étend également au-delà de la frontière avec le Canada, en Colombie Britannique, et est le fruit de processus volcaniques antédiluviens – le fameux Mont Saint Helens, dont l'éruption catastrophique en 1980 est restée gravée dans les mémoires ou le Mont Rainier sont deux de ses plus hauts sommets.

L'intelligence artificielle : votre nouvelle arme secrète contre les cybermenaces

S'il existe aujourd'hui des outils ayant fait leurs preuves contre les cybermenaces d'hier, les attaques de demain exigent que l'on envisage d'ores et déjà de nouvelles manières de s'en protéger. Et sur ce point, l'intelligence artificielle peut faire toute la différence.

Les cyberattaques ne cessent de se multiplier, gagnant en complexité et en sophistication. Parmi elles, les faux sites web. Vous savez, ceux qui imitent les marques de confiance et posent un réel danger pour les internautes. Les chiffres sont d'ailleurs édifiants : en seulement trois ans, entre 2020 et 2023, les attaques liées aux plateformes de phishing ont bondi de près de 880 %, atteignant 1,6 million de sites malveillants au premier trimestre 2023. Face à cette escalade, il est donc plus qu'urgent d'adopter des solutions capables de suivre le rythme des cybercriminels, et de contrer efficacement ces nouvelles stratégies de piratage.

Vous n'y aviez peut-être pas pensé, mais l'intelligence artificielle joue un rôle clé dans cette lutte. En analysant des schémas inhabituels et en bloquant les menaces en temps réel, l'IA s'impose comme un élément incontournable pour renforcer la cybersécurité.

L'IA en cybersécurité : anticiper plutôt que réagir

Contrairement aux systèmes traditionnels qui reposent uniquement sur des bases de données de menaces connues, l'intelligence artificielle permet de passer d'une approche réactive à une posture proactive. Dans les grandes lignes, elle anticipe les attaques en détectant des anomalies dans le comportement des internautes et des pages web avant même qu'une menace ne soit déployée. Une capacité qui repose sur l'apprentissage automatique, doublée d'un modèle probabiliste, et qui permet à l'IA de s'adapter constamment aux nouvelles tactiques des cybercriminels. Et pour cause : les hackers innovent sans cesse pour échapper aux systèmes de sécurité classiques. En réponse, l'IA est capable d'apprendre de chaque nouvelle attaque, de s'améliorer et de détecter des attaques inédites, appelées « zero-day », avant même qu'elles n'apparaissent dans les bases de données des menaces connues.

Des analyses avancées pour une sécurité renforcée

Pour garantir une protection à 360 degrés, l'intelligence artificielle repose sur plusieurs couches d'analyse. Chaque étape vise à identifier des aspects spécifiques d'une menace, permettant ainsi de contrer différents types d'attaques avec précision.

Analyse des métadonnées : débusquer les sites suspects

L'une des premières étapes consiste à examiner les métadonnées d'un site. L'intelligence artificielle analyse des éléments tels que l'âge du domaine, la validité des certificats SSL et la structure de l'URL. Une légère modification dans un lien – un caractère en trop ou un homographe – peut signaler une tentative de phishing. En détectant ces irrégularités, l'IA bloque les sites suspects avant que les internautes ne soient exposés.



Détection visuelle : repérer les copies de sites légitimes

Les cyberattaquants cherchent souvent à duper les utilisateurs et les utilisatrices en imitant l'apparence visuelle de sites légitimes. Grâce à la vision par ordinateur, l'IA compare les éléments visuels (logos, favicons, mise en page) des sites suspects à ceux des marques officielles. Même les imitations les plus subtiles peuvent être détectées, renforçant la protection contre les faux sites.

Analyse de contenu : détecter les schémas textuels suspects

L'IA analyse aussi le contenu textuel des sites web et des emails. Elle repère des expressions typiques des escroqueries en ligne, comme « votre compte est suspendu » ou « veuillez vérifier votre identité ». En analysant ces schémas textuels, l'intelligence artificielle est capable d'alerter les internautes avant qu'ils ne cliquent sur des liens malveillants.

Analyse comportementale : identifier les irrégularités

En plus d'analyser le contenu et l'apparence des sites, l'intelligence artificielle surveille les comportements en ligne. Des tentatives de connexion répétées depuis des adresses IP différentes ou un trafic réseau anormal peuvent trahir une attaque imminente, comme une attaque « man-in-the-middle ». L'IA détecte ces anomalies et les bloque avant que les cybercriminels ne puissent exploiter les failles.

Protection Anti-menaces Pro : la sécurité en ligne anticipée par NordVPN

Alors comment profiter des capacités de l'intelligence artificielle pour lutter contre les cybermenaces, et plus spécifiquement contre les tentatives de phishing les plus élaborées ? Le mieux reste encore de se tourner vers des solutions de sécurité clé en main. Et ça tombe bien, NordVPN intègre la puissance de l'IA dans sa Protection Anti-menaces Pro.

Contrairement aux outils anti-phishing et anti-téléchargements frauduleux basiques que l'on trouve chez la majorité des fournisseurs de VPN grand public, la Protection Anti-menaces Pro

de NordVPN va plus loin en analysant activement les URL, les certificats SSL et les comportements des sites pour repérer les irrégularités avant que l'internaute ne soit exposé.

Dans le détail, il suffit d'un changement mineur dans l'URL ou un certificat suspect pour que soit déclenché un blocage automatique de la page ou du site web malveillant. Une approche proactive particulièrement efficace contre les attaques les plus récentes, non encore répertoriées dans les bases de données de menaces traditionnelles.

En plus de protéger contre les faux sites, la Protection Anti-menaces Pro scanne les fichiers téléchargés pour y détecter des malwares potentiels. Il bloque également les publicités malveillantes, sont souvent utilisées pour injecter des logiciels malicieux, garantissant ainsi une navigation plus fluide et plus sécurisée.

Des performances prouvées par des tests indépendants

L'efficacité de la Protection Anti-menaces Pro a récemment été démontrée lors de tests menés par AV-Comparatives, laboratoire indépendant de référence dans le domaine de la cybersécurité. La fonction boostée à l'IA de NordVPN a obtenu la certification officielle, alors qu'elle atteint un taux de détection de 98,2 % pour les URL de phishing et de 80,2 % pour les sites de malwares. Des chiffres qui placent le fournisseur panaméen parmi les meilleurs acteurs du secteur, prouvant l'efficacité de son approche multicouche basée sur l'intelligence artificielle.

Détail supplémentaire qui n'en est pas un : la Protection Anti-menaces Pro de NordVPN évolue en permanence pour s'adapter aux nouvelles menaces. En février 2024, l'outil a analysé 600 000 nouveaux sites et identifié 3 000 attaques zero-day qui ciblaient des marques populaires. Une capacité d'adaptation continue garante d'une protection efficace, toujours à jour.

Conseils pour renforcer votre sécurité contre le phishing

N'oubliez pas que même avec des outils puissants comme la Protection Anti-menaces Pro, il est essentiel d'adopter

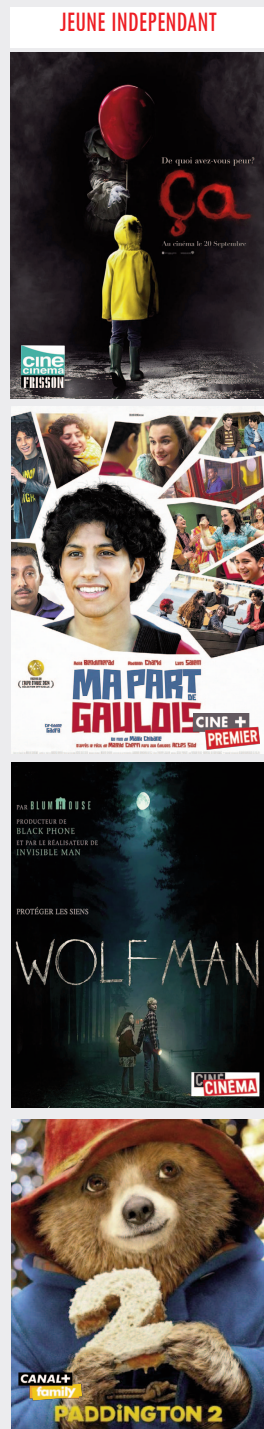
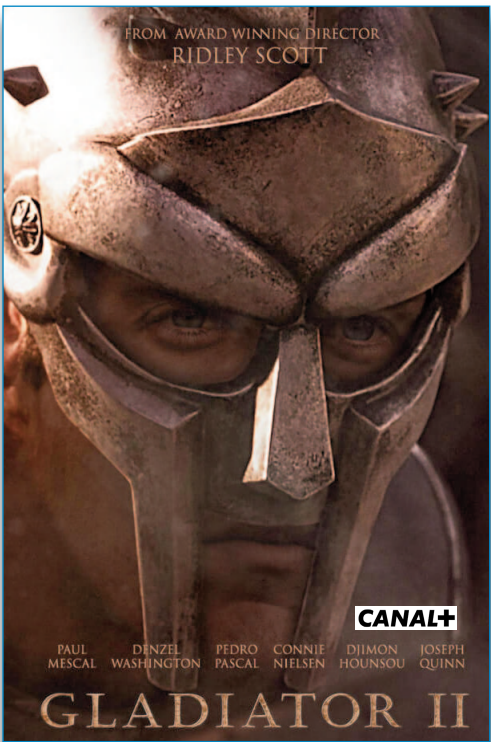
de bonnes pratiques pour se protéger des attaques de phishing. Voici quelques stratégies simples mais efficaces : Vérifiez toujours les URL : assurez-vous que l'URL commence par « https » et qu'un cadenas est présent à côté ;

Ne cliquez jamais sur des liens suspects : soyez prudent face aux emails non sollicités ou aux offres trop belles pour être vraies. Si quelque chose semble louche, évitez de cliquer ;

Utilisez des outils de sécurité : en plus de la Protection Anti-menaces Pro, activez les extensions de navigateur qui bloquent les sites malveillants. Protégez aussi votre navigation à l'aide d'un VPN, dont l'objectif est de chiffrer et isoler vos données de connexion. Parce qu'il prend en charge NordLynx et OpenVPN, tous deux compatibles avec AES-256, qu'il dispose d'une infrastructure composée de plus de 6 000 serveurs répartis dans 111 pays, et qu'il intègre la Protection Anti-menaces Pro, NordVPN est évidemment tout indiqué ; Maintenez vos logiciels à jour : veillez à ce que votre navigateur, votre antivirus et votre système d'exploitation soient toujours à jour. Cela permet de bénéficier des dernières protections disponibles contre les nouvelles menaces.

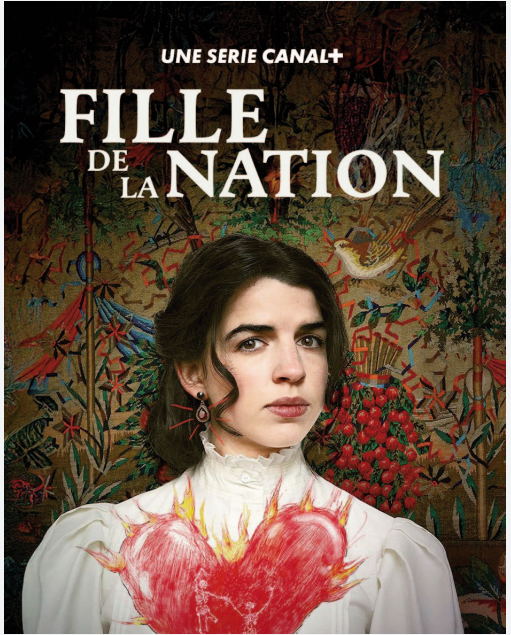
L'intelligence artificielle, une alliée incontournable dans la cybersécurité L'intelligence artificielle a transformé la manière dont les menaces sont détectées et bloquées. Alors que les cyberattaques deviennent de plus en plus complexes, l'IA offre une protection capable d'anticiper les menaces avant qu'elles ne frappent.

Mieux encore : à mesure que les cyberattaques évolueront, l'IA continuera de jouer un rôle central dans la cybersécurité. Sa capacité à apprendre, à s'adapter et à progresser en fonction des nouvelles menaces en fait un élément indispensable des stratégies de défense de demain. Les entreprises et les particuliers doivent intégrer cette technologie pour rester en sécurité dans un monde de plus en plus numérique. Des perspectives d'avenir prouvées par des solutions comme la Protection Anti-menaces Pro de NordVPN, qui démontrent l'importance et l'efficacité de l'IA dans la cybersécurité.



télévision

PROGRAMME DU JOUR		
21h00	Rugby : Coupe du monde féminine France / Italie	TF1
21h00	Divertissement France - 2025 Fort Boyard	2
21h00	Série policière - Etats-Unis 2024 The Rookie : le flic de Los Angeles	6
21h00	Cinéma Etats-Unis - 2024 Gladiator II	CANAL+
20h50	Série humoristique France La petite histoire de France	W9
20h50	Film d'horreur Etats-Unis - Canada 2017 Ça	CINE + FRISSE
21h00	Téléfilm de science-fiction Etats-Unis - Allemagne 2013 La malédiction de la pyramide	6ter
21h00	Comédie 2024 Ma part de Gaulois	CINE + PREMIER
21h00	Cesta punta Cesta Punta Summer League	CANAL+ SPORT
21h00	Film d'horreur - Etats-Unis 2025 Wolf Man	CINE CINEMA
20h50	Film pour la jeunesse Grande-Bretagne - 2017 Paddington 2	CANAL+ family
21h10	Variétés France Restos du coeur	TMC



Série historique (République tchèque - 2024)
Saison 1 - Épisode 1/2

Fille de la nation

Dans un contexte social rigide et oppressant, Zdenka, une jeune étudiante de l'Ecole supérieure de filles de Prague, se débat avec ses sentiments envers le baron Guido Battaglia (Leoš). Bien que celui-ci lui témoigne une sincérité touchante, Zdenka hésite à s'engager davantage dans leur relation, consciente des attentes pesantes qui pèsent sur elle en tant que "fille de la nation". Les règles strictes de la société la contraignent et l'empêchent de goûter à la liberté qu'elle désire ardemment.

22h04
Série de suspense (Etats-Unis - 2024)
Saison 1 - Épisode 1/2

Dexter : Les Origines

En 1991 à Miami, Dexter Morgan est un brillant étudiant en médecine médico-légale. Harry son père adoptif, policier expérimenté, a perçu les pulsions sanguinaires qui l'animent. Il décide l'aider à les canaliser. Harry est hospitalisé après une crise cardiaque, Dexter découvre que le médecin qui s'occupe de lui tente de mettre prématurément fin à ses jours. Le jeune homme parvient de justesse à sauver son beau-père.

HORAIRES DES PRIÈRES	A N N A B A					CONSTANTINE					A L G E R					O U A R G L A					C H L E F					M O S T A G A N E M					O R A N				
	Fadjr	Dohr	Agr	Maghrib	Icha	Fadjr	Dohr	Agr	Maghrib	Icha	Fadjr	Dohr	Agr	Maghrib	Icha	Fadjr	Dohr	Agr	Maghrib	Icha	Fadjr	Dohr	Agr	Maghrib	Icha	Fadjr	Dohr	Agr	Maghrib	Icha	Fadjr	Dohr	Agr	Maghrib	Icha
	04:19	12:32	16:13	19:10	20:38	04:25	12:36	16:17	19:18	20:41	04:38	12:50	16:32	19:30	20:56	04:42	12:41	16:18	19:15	20:35	04:47	12:57	16:38	19:37	21:02	04:53	13:02	16:43	19:41	21:06	04:56	13:05	16:46	19:44	21:09

LE JEUNE

N° 8269 — SAMEDI 23 AOÛT 2025

INDÉPENDANT

www.jeune-independant.net

direction@jeune-independant.net



	Maximales	Minimales
Alger	30°	22°
Oran	29°	22°
Constantine	32°	17°
Ouargla	43°	23°

SANTÉ DE PROXIMITÉ

Lancement de la cinquième édition des caravanes médicales

Sous le haut patronage du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, le ministre de la Santé, Abdelhak Saïhi, a donné, jeudi, le signal de départ de la cinquième édition des caravanes médicales mobiles multidisciplinaires, organisée en coordination avec le réseau algérien de la jeunesse Algerian Network of Youth en partenariat avec le ministère de la jeunesse.

Saïhi a affirmé que «les associations de jeunes contribuent à renforcer le lien entre le peuple et les institutions de la République et le bénévolat est une pierre angulaire du développement national», lors de son allocution prononcée à l'occasion de la cérémonie de lancement officiel de cette caravane qui s'est tenue au siège du ministère, notamment en présence du ministre de la Jeunesse, chargé du Conseil supérieur de la jeunesse, Moustapa Hidaoui.

Il a ajouté que placée sous le slogan «Ensemble pour élargir la prise en charge sanitaire», cette opération nationale se veut un maillon essentiel dans la stratégie de renforcement de la santé de proximité et de promotion des valeurs de solidarité à l'échelle du pays, en coordination avec le réseau algérien. Il a également mis en avant l'importance de l'engagement citoyen dans le domaine de la santé, tout en soulignant le rôle central joué par la société civile et les organisations de jeunesse dans l'accompagnement des politiques publiques. Le ministre a soutenu que ces caravanes constituent une réponse concrète aux besoins des populations vivant dans des zones isolées, où l'accès aux soins demeure limité. Relevant l'importance de développer des solutions de proximité, capables de soulager les hôpitaux et de répondre rapidement aux attentes des citoyens.

Le premier responsable du secteur a précisé qu'au cours de l'année en cours, le secteur de la Santé a mené plus de 1 332 sorties de terrain à travers les différentes wilayas du pays. Ces acti-



Le coup d'envoi depuis le ministère de la Santé.

vités ont couvert un large éventail d'actions, à l'instar de campagnes de sensibilisation à l'hygiène, des consultations médicales générales et spécialisées des diagnostics de base et interventions de première nécessité. Des caravanes médicales itinérantes ont ainsi été mobilisées pour offrir un service sanitaire direct aux citoyens des villages reculés, contribuant à atténuer les disparités régionales en matière de santé.

Ces efforts, a expliqué Saïhi, s'inscrivent «dans la volonté de désengorger les hôpitaux publics», et de consolider la stratégie nationale de santé. Ils traduisent également la volonté de l'État d'instaurer un modèle sanitaire équilibré et équitable, garantissant à chaque citoyen un accès effectif aux soins.

Avant de clore son intervention, le ministre de la Santé a tenu à exprimer sa reconnaissance pour «l'attention particulière et le soutien continu» accordés par le Président Tebboune à ce type d'initiatives. Il a également salué l'action du réseau algérien de la jeunesse (Algérien Network of

Youth), qu'il a qualifié d'espace pionnier d'encadrement des énergies juvéniles et d'orientation vers le service de la société. Déclarant : «Grâce à de telles initiatives, la jeunesse algérienne contribue à la construction d'un pays plus solidaire, plus équitable et résolument tourné vers le développement humain.» Il a ajouté : «Ces caravanes médicales sont plus qu'un dispositif sanitaire. Elles traduisent une vision globale, celle de bâtir une santé nationale forte, proche du citoyen et adaptée aux réalités de chaque région.»

Pour sa part, le ministre de la Jeunesse, Moustafa Hidaoui, a exprimé son admiration pour «une initiative profondément humanitaire, portée par de jeunes compétences, et qui bénéficie de la haute sollicitude du Président de la République».

Il a annoncé que son département mettra à disposition toutes ses infrastructures, en l'occurrence maisons et foyers de jeunes répartis à travers les wilayas, afin de faciliter l'accueil et l'accompagnement des caravanes médicales. Il a égale-

ment mis en avant le rôle des clubs de santé de la jeunesse, qui seront généralisés à l'ensemble des structures du ministère, en tant que relais essentiels pour la sensibilisation et l'éducation sanitaire des jeunes.

La cinquième caravane médicale mobile multidisciplinaires sillonnera 17 wilayas et se poursuivra jusqu'au 31 décembre prochain, avec un accent particulier sur le Sud, le Grand Sud, les Hauts-Plateaux et les localités les plus isolées. La première étape a été marquée par le passage de la caravane dans la wilaya de Mila, suivie de Tissemsilt, avant d'atteindre progressivement d'autres régions du territoire national. Ces caravanes proposeront une prise en charge complète, à l'instar de consultations médicales générales et spécialisées, de dépistages, de campagnes de sensibilisation aux bonnes pratiques de santé et des sessions de formation en partenariat avec les autorités locales et la société civile. Ainsi leur mission dépassera le seul cadre médical pour devenir un vecteur de proximité, de prévention et d'éducation.

Il convient de noter que cette nouvelle édition des caravanes médicales s'inscrit dans la continuité des efforts déployés par le ministère de la Santé depuis plusieurs années, dans le cadre d'un programme national visant à développer les soins mobiles et de proximité. En plus de l'aspect curatif, elle incarne une démarche préventive et citoyenne, qui contribue à renforcer la confiance entre les citoyens et les institutions de l'État.

Sihem Bounabi



TRANSFERT ILLICITE DE DEVISES À L'ÉTRANGER

Plus d'un million d'euros saisis en quatre mois

LES SERVICES de la Police aux frontières (PAF) ont réussi, entre avril et juillet 2025, à mettre en échec plusieurs tentatives de transfert illicite de devises à l'étranger, totalisant plus d'un million d'euros. Selon la Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN), ces opérations se sont déroulées à travers différents postes frontaliers du pays, où les agents ont également intercepté d'autres sommes en monnaies étrangères. C'est ce qu'a indiqué, jeudi dernier, un communiqué de la DGSN. «Dans le cadre de la protection de l'économie nationale et de la lutte contre les infractions à la législation et à la réglementation en matière de change et de mouvement des capitaux de et vers l'étranger, les services de la PAF, activant au niveau des différents postes frontaliers — aériens, maritimes et terrestres — ont réussi, durant la période allant d'avril à juillet 2025, à déjouer plusieurs tentatives de transfert illicite de devises vers l'étranger par des voyageurs», a souligné le communiqué. Selon la même source, ces sommes, détenues par des voyageurs, étaient vouées à être introduites frauduleusement à l'étranger à l'aide de procédés trompeurs et de techniques de dissimulation diverses, tels que leur enfouissement dans des dattes, des briques de jus, des chargeurs de téléphones portables, des ordinateurs ou encore dans les plis des bagages. Les montants saisis sont 1 204 422 euros, 98 795 dollars américains, 16 640 livres sterling, 29 450 dollars canadiens, 1 000 francs suisses, 3 940 livres turques et 2 290 riyals saoudiens. Par ailleurs, les services opérationnels de la PAF ont procédé, entre le 1er mars et le 19 août 2025, à la saisie de 1 619 téléphones portables de différentes marques, que des voyageurs ont tenté d'introduire sur le territoire national en les dissimulant à l'intérieur d'emballages d'autres produits, tels que des tondeuses électriques, a précisé la même source. La DGSN a rappelé, dans son communiqué, que les voyageurs sont contraints de déclarer toute somme d'argent en devise transportée lors de leurs déplacements, conformément à la législation et à la réglementation en vigueur.

Khalil A.

TELEPHONIE MOBILE

Les opérateurs appelés à se conformer aux cahiers des charges

LE MINISTRE de la Poste et des Télécommunications, Sid Ali Zerrouki, a appelé, jeudi, les opérateurs de téléphonie mobile à l'impératif de se conformer aux clauses des cahiers des charges et de respecter les obligations de couverture réseau, a indiqué un communiqué du ministère. «Le ministre de la Poste et des Télécommunications, Sid Ali Zerrouki, a présidé, jeudi, une réunion tenue avec le président du conseil de l'Autorité de régulation de la poste et des communications électroniques (ARPCE), Mohamed El Hadi Hannachi, qui était accompagné de cadres de cette instance, en présence des cadres du

ministère, et consacrée à l'évaluation de la couverture réseau de téléphonie mobile», précise la même source.

Cette rencontre a été l'occasion d'évaluer la couverture réseau de téléphonie mobile «notamment sur les axes routiers, dont l'autoroute Es-Ouest, conformément aux instructions données précédemment à ce sujet, outre les projets en cours de réalisation par les opérateurs», note le communiqué.

Dans ce cadre, le ministre a appelé les opérateurs à l'impératif de se conformer aux clauses des cahiers des charges et de respecter les obligations de couverture, ajoute la

même source. La réunion a également abordé l'activité du courrier express domestique (régime de la simple déclaration) et du courrier accéléré international (régime de l'autorisation), où il a été décidé d'organiser, dans les prochains jours, une rencontre avec les opérateurs concernés, pour assurer un meilleur encadrement de cette activité et améliorer les services fournis aux citoyens, compte tenu de l'importance de cette activité, notamment dans le cadre du développement du commerce électronique en Algérie, conclut le communiqué.

S. N.